

Rapport conférence nationale sur

EMPLOIS VERTS: LES VOIES D'UN AVENIR DURABLE



Mindelo, juillet 2015





PAENCE/CV

**PROGRAMA DE APOIO À ESTRATÉGIA NACIONAL
DE CRIAÇÃO DE EMPREGO EM CABO VERDE**



RAPPORT

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES EMPLOIS VERTS: **LES VOIES D'UN AVENIR DURABLE**

Ce rapport a été élaboré par
Karl Marx Monteiro, dans le
cadre de la 1ère Conférence
Nationale sur les espaces
verts: les voies d'un avenir
durable, réalisé à Mindelo le
24 juillet 2015.

~



Mindelo
2015



" ...Devenons plus conscients de notre impact écologique. Réfléchissons aux incidences de nos choix sur l'environnement. Devenons de meilleurs gardiens de notre planète... »

Ban Ki Moon, Secrétaire Général de l'ONU



Sigles

ONU – Organisation des Nations Unies

ONUDI – Organisation des Nations Unies pour l'Industrie

OIT – Organisation Internationale du Travail

IEFP – Institut de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

ICIEG – Institut cap-verdien pour l'égalité et l'équité de genre

PNUMA – Programme des Nations Unies pour l'Environnement



SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	7
1.1. Cadre général	7
1.2. Contexte.....	7
1.3. Les emplois verts/économie verte	8
1.4. Appropriation nationale	9
1.5. Les objectifs	9
1.6. Profil des participants	10
II.SÉANCE D'OUVERTURE.....	11
III. PRESENTATION DES ATELIERS ET SYNTHÈSE DES DEBATS	17
Atelier 1.....	17
Résumé de l'atelier 1.	25
Synthèse du débat	26
Atelier 2.....	26
Synthèse du débat	35
IV. CAS PRATIQUES	37
V. TABLE RONDE.....	40
VI. SÉANCE DE CLÔTURE	47
VII. CONSIDERATIONS, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS.....	49
VIII. BIBLIOGRAPHIE	55
IX. ANNEXE	56
Note conceptuelle	57
Programme	63
Discours.....	64
Profil des conférenciers.....	73



INTRODUCTION

Les pages suivantes présentent les idées directrices de la Première Conférence Nationale sur les Emplois Verts: Chemins vers un futur durable. Elle eu lieu à Mindelo, le 24 juin 2015 et a été organisée par l'OIT dans le cadre du Programme d'appui à la Stratégie Nationale de Création d'Emplois au Cap-Vert – PAENCE/CV.

Après l'encadrement, la contextualisation, les références aux concepts d'économie et des emplois verts, l'appropriation nationale du thème, une référence aux objectifs et au profil des participants, vient le développement avec les résumés des principales interventions, des présentations, des ateliers et débats. Il s'ensuit les considérations, les recommandations et les conclusions de la conférence. Pour finir, une petite bibliographie et quelques annexes

1.1. Cadre général

Cette conférence s'inscrit dans le cadre du PAENCE/CV, dirigé par le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines du Cabo Verde et mis en œuvre conjointement par l'organisation Internationale du Travail – OIT et le Programme des Nations Unies pour le Développement – PNUD, avec l'appui financier de la Coopération Luxembourgeoise.

1.2. Contexte

L'attention accordée au vert, pris dans sens général d'environnement (si bien qu'il ne s'agit pas toujours de l'environnement, comme c'est le cas de notre pays) fait partie de l'agenda politique international. Et comment ne pourrait-il pas l'être ?

“Scientific evidence shows that ecosystems are under unprecedented pressure, threatening prospects for sustainable development.” ¹

Nous assistons de plus en plus à une utilisation démesurée des ressources naturelles existantes dans le monde. Les forêts qui garantissent la subsistance de plus de 410 millions de personnes sont constamment détruites par la déforestation ou par d'autres pratiques inappropriées.

¹ <http://www.unep.org/ecosystemmanagement/>, consulté le 26 Juillet 2015



L'air dans nos villes est de plus en plus gris à cause du dioxyde de carbone émis par nos voitures. Nos eaux sont de plus en plus polluées et nos poissons meurent dans leur propre habitat. Le trou dans la couche d'ozone augmente de plus en plus et les cicatrices sur nos peaux sont de plus en plus profondes. Les produits alimentaires sont de plus en plus mal répartis, entre une consommation effrénée et égoïste de la part des uns et la faim désespérée des autres.

Ce déséquilibre que la nature/l'environnement présente a un grand impact social. C'est pourquoi, il est important de rétablir les fondements de la nature en vue d'une économie verte.

Ce thème a été abordé dans les différentes conférences et réunions internationales. Depuis les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ONU ; 2000) ou la Stratégie Européenne pour le Développement Durable (EC ; 2006), la Conférence de RIO+20, la 102^{ème} Conférence Internationale du Travail (OIT ; 2013) et plus récemment les Objectifs du Développement Durable (ONU ; 2005)

1.3. Les emplois verts/économie verte

L'emploi (emploi vert) est particulièrement une des préoccupations sociales résultant de la problématique de la durabilité climatique.

Comment résoudre la question de l'employabilité pour des milliers de personnes et en même temps assurer un équilibre climatique? Comment passer d'une économie linéaire, basée sur l'extraction et la transformation des ressources en produits, qui sont ensuite déposés en tant que déchets, à une économie circulaire où les mêmes ressources sont récupérées et réintégrées dans le cycle de production en tant que matières premières ?

Ce nouveau paradigme économique-économie verte propose la création d'emplois verts. Ce concept n'est pas nouveau, mais il est réapparu dernièrement dans le discours politique mondial. Il est considéré comme étant une solution au manque de travail pour de nombreuses personnes, en particulier les personnes qui sont dans les couches sociales comme les femmes. Ces mêmes emplois/travail se veulent dignes, décents et amis de l'environnement à faible émission de carbone.



1.4. Appropriation nationale

En effet, le Cabo Verde n'a pas été indifférent à cette nouvelle et importante thématique de l'agenda global.

Il est défini dans les principaux instruments stratégiques du pays; et des initiatives concrètes ont menées pour la création d'une économie verte.

Il est aussi important de noter que, selon le Conseil Mondial de l'Energie Éolienne, le Cabo Verde a fait des avancées considérables dans l'exploitation des énergies renouvelables et c'est le pays qui a le plus progressé, en moyenne, dans l'utilisation de l'énergie éolienne.

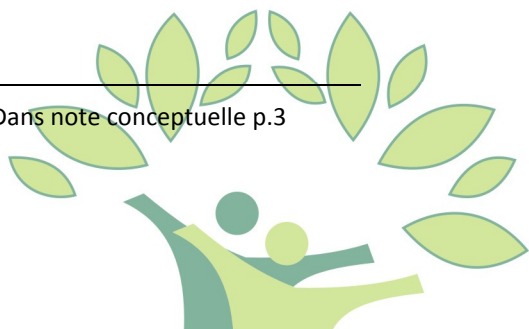
Cependant, il est reconnu que les besoins actuels exigent de faire plus. Il faut plus de débats, de propositions d'idées qui contribuent à une vision plus holistique sur "les voies à prendre pour un avenir durable", ainsi que dans la pratique amener "l'action des différents acteurs pour mettre en œuvre cet avenir et construire un programme pour des emplois verts²".

1.5. Les objectifs

Les objectifs proposés étaient les suivants:

- a)** Acquérir une plus grande familiarité avec le concept d'emplois verts, son importance et application dans le cadre de l'Agenda de Travail Décemment et le développement durable;
- b)** Améliorer la capacité d'analyse des possibilités, des défis et des opportunités pour promouvoir une économie verte propice à l'intégration sociale;
- c)** Comprendre les défis que doit relever l'expansion des emplois verts et leur contribution au développement local, régional et national;
- d)** Connaître les pratiques et les expériences dans divers secteurs;
- e)** Profiter des espaces de discussion et de débat pour construire des idées qui peuvent contribuer à l'élaboration d'un Agenda National pour la Création d'Emplois verts.

² Dans note conceptuelle p.3



1.6. Profil des participants

La conférence a regroupé 107 participants, majoritairement du secteur public (50%), provenant de toutes les îles du Cabo Verde.

SECTEUR	NBRE	%
Associations et ONG	14	13%
Mairies	3	3%
Député National	1	1%
Ambassades et Organisations Internationales	11	10%
Secteur public	54	50%
Organisations syndicales d'employeurs	5	5%
Privés	1	1%
Syndicats	4	4%
Société civile organisée (CRP)	10	9%
Universités	4	4%
TOTAL	107	

PROVENANCE/ILES	NBRE	%
S. Antão	11	10%
S. Vicente	48	45%
S. Nicolau	2	2%
Boavista	2	2%
Sal	1	1%
Maio	1	1%
Santiago	33	31%
Fogo	3	3%
Brava	1	1%
Exterior	5	5%
TOTAL	107	



II.SÉANCE D'OUVERTURE

La séance d'ouverture a été présidée par son excellence Madame la Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines, Janira Hopffer Almada, la Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Cabo Verde, Madame Ulrika Richardson et le Représentant de la Coopération Luxembourgeoise au Cabo Verde.

Discours de la Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Cabo Verde – Madame Ulrika Richardson

La première intervention a été faite par Madame Richardson qui souligne que cette conférence ne pouvait pas mieux tomber.

Durant l'année du 40ème anniversaire d'indépendance nationale du Cabo Verde et des 40 ans de coopération entre les Nations Unies et notre pays.



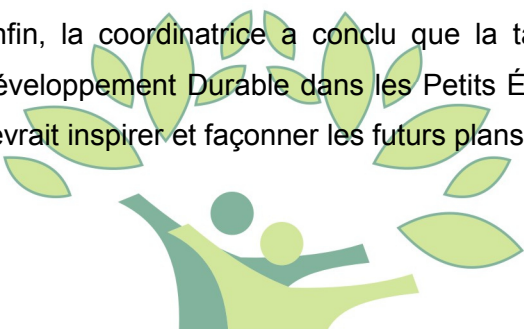
Elle ajoute à cela le fait qu'il a été célébré le mois dernier la Journée Internationale de l'Environnement.

En outre, la grande participation de la famille des Nations Unies au Cabo Verde (OIT, PNUD, ONUMULHERES, UNUDI) à cette 1ère Conférence Nationale démontre la volonté de cette organisation de soutenir et d'accompagner l'évolution du Cabo Verde vers la voie du développement et de la transformation.

Le thème ne pouvait laisser personne indifférent. Telle est cette philosophie sous-jacente à partir du cadre ambitieux de développement post 2015 et les 17 nouveaux Objectifs du Développement Durable (ODD), pour être universels et inclusifs et qui tiennent compte, entre autres aspects, des préoccupations supplémentaires en relation aux changements climatiques et à la dégradation environnementale.

L'Agenda d'Action d'Adis Adeba (AAAA) conclu durant le mois de juillet invite tout le monde à protéger la planète, sur la base de la protection sociale et des services publics essentiels.

Enfin, la coordinatrice a conclu que la table ronde réalisée à Praia sur les Objectifs du Développement Durable dans les Petits États Insulaires et dans les Pays à Revenu Moyen devrait inspirer et façonner les futurs plans et stratégies de développement de l'archipel.



En faisant référence au thème à proprement dit, Madame Richardson a fait une brève description de l'état actuel du monde et de notre environnement.

Le monde (c'est-à-dire les personnes) consomme de façon effrénée. Nous consommons plus que nous produisons, plus que ce que la planète peut produire de manière durable Il est temps de changer, souligne la Coordinatrice résidente des Nations Unies au Cabo Verde.

Le Développement Durable est l'un des objectifs défendus par les Nations Unies “ Nous avons besoin de changer de qualité de vie sans compromettre l'avenir. Nous devons changer les modes de consommation et de production, ainsi que passer aux biens qui utilisent moins d'énergie, moins d'eau et d'autres ressources et gaspiller moins de nourriture”, poursuivait-elle. C'est dans ce contexte qu'est apparu le concept d'emplois verts, (ré) émergeant du discours politique international.

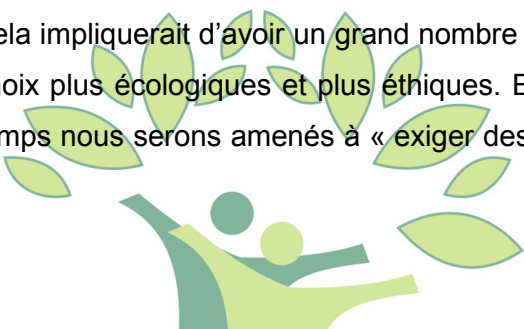
Les emplois verts impliquent des changements tels que “remplacer un système mécanique qui utilise des combustibles fossiles pour pomper l'eau par un équipement alimenté par l'énergie solaire ; ils signifient former les ingénieurs et les architectes aux systèmes d'économie et d'installations d'énergie; former les cadres en écotourismes, les opérateurs de tourisme rural, les agriculteurs aux systèmes d'irrigation goutte-à-goutte pour qu'ils s'adaptent mieux aux changements dans les précipitations et l'agriculture biologique pour pouvoir accéder aux nouveaux marchés; relancer les techniques artisanales de pêche et les connaissances pour obtenir de plus grosses prises et plus sûres sans épuiser les stocks vulnérables; former un ensemble d'experts en matière de recyclage. La liste peut être longue et tous sont pertinents pour le Cabo Verde » a élucidé Madame Richardson.

Le concept d'environnement, lié aux emplois verts, traduit l'idée qu'il devrait y avoir une dynamique de transition vers une société responsable (les ressources sont en train de s'épuiser), la valorisation de la nature et de l'homme, mais également la pratique de la bonne gouvernance.

Cela étant, les emplois (verts) augmenteront les opportunités de travail pour plus d'hommes et de femmes et apporteront, « pas seulement de rentabilité économique mais aussi sociale, le renforcement des ressources humaines et la cohésion sociale » expliquait-elle

Ces emplois verts donc plus propres peuvent être présentés comme des solutions à des millions de chômeurs. L'OIT – Organisation Internationale du Travail – a prévu pour l'horizon 2030 la création d'environ 20.000.000 emplois verts.

Cela impliquerait d'avoir un grand nombre de citoyens plus conscients, capables de faire des choix plus écologiques et plus éthiques. Et parce que la connaissance se propage, avec le temps nous serons amenés à « exiger des étiquettes vertes et des labels éthiques dans nos



produits de consommation, dans nos hôtels, chez nos fournisseurs de services et d'équipements, dans l'éducation et la formation professionnelle, et formation » frise Madame Ulrika Richardson.

Pour le Cabo Verde, pays où prédominent les petites et moyennes entreprises, la Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Cabo Verde propose que soit dressée une cartographie des emplois ayant un potentiel vert, que soient créées des politiques efficaces de soutien à ceux-ci, en mettant en particulier l'attention sur les domaines qui sont capables de promouvoir une plus grande durabilité environnementale, comme le bâtiment, l'agriculture, l'énergie, le recyclage, le commerce de résidus solides, pour n'en citer que quelques-uns.

Un autre rôle important doit être joué par les universités, les institutions d'enseignement, de formation et de recherche en vue de préparer la société et les générations futures de cadres qui sont capables réellement de créer et d'atteindre ce cadre de changement social et environnemental.

Madame Ulrika Richardson croit que le « Cabo Verde est en train de changer avec le temps ».

Intervention du Représentant de la Coopération Luxembourgeoise – Monsieur Marc de Bourcy



Après ce premier discours, il s'ensuit une brève allocution du représentant de la Coopération luxembourgeoise dans le pays, Monsieur Marc de Bourcy.

Dans son intervention, il met l'accent sur le cadre de la conférence.

Il commence par dire qu'il s'agit aujourd'hui (jour de la conférence) d'une journée très positive, très instructive car dans la vision du Luxembourg, le

développement durable comprend trois dimensions. Un concept tridimensionnel, socio-économique et expérimental. Il estime que les résultats de la Conférence intégreront les trois dimensions mentionnées.



Il souligne que le Luxembourg, comme partenaire et ami du Cabo Verde, a accompagné la croissance et le développement du pays, en particulier dans les domaines sociaux tel que l'emploi, la formation et l'employabilité.

Il rappelle que, comme le Luxembourg, le Cabo Verde n'a pas beaucoup d'industries. Il s'agit d'une économie de service.

Il promet que le Luxembourg va continuer, dans les prochaines années, avec le soutien des Nations Unies, à renforcer la dimension de l'emploi et le développement du Cabo Verde. Il estime que la dimension de l'économie verte aura une place importante, non seulement sur la question des changements climatiques, de biodiversité, mais aussi sur la manière de penser la croissance économique, humaine et sociale pour le pays (Cabo Verde).

Il soutient que le Cabo Verde pourrait être une étude de cas pour toute la sous-région, comme un pays ayant une croissance inclusive, compétitive et d'égalité.

Discours de Son Excellence Madame la Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines – Janira Hopffer Almada



incompréhensions qui affectent la paix.

En présidant la cérémonie d'ouverture, Son Excellence Madame la Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines commence par renforcer l'idée que nous sommes en train de vivre de grands changements dans le monde. Des changements économiques et financiers, des changements climatiques, des

Elle croit qu'il y a toujours de l'espoir et le rêve d'un monde conscient de ses limites. Il est donc prévu le dessin d'un nouveau paradigme économique dans lequel la richesse matérielle ne soit pas atteinte en détruisant l'environnement.

Elle souligne que le gouvernement du Cabo Verde n'a pas été insensible à tout. Il a fait des efforts pour mettre en œuvre des politiques et des mesures pour la croissance du pays, la lutte contre la pauvreté et le chômage. Tout cela a été accompagné par des actions concrètes. Elle a cité des exemples tels que le Pacte national pour l'emploi, la politique nationale de protection sociale, le Programme de Nouvelles opportunités, le Fonds national



pour l'emploi et la formation, la Charte de la Politique Intégrée de l'Education, la Formation et l'Emploi.

D'autre part, des questions transversales se posent et sont inscrites dans les principaux axes du Programme du Gouvernement. Madame la Ministre poursuivait en se référant aux questions telles que l'équité de genre, la Jeunesse, l'emploi et la lutte contre la pauvreté.

Centrant son discours plus vers les travaux de la Conférence en cours, elle réitère que la réflexion sur les emplois verts et le développement durable est très grand objectif. Je cite : « ... le modèle économique actuel consomme les ressources naturelles à un rythme incompatible avec son renouvellement, avec des conséquences incalculables sur le moyen et le long terme. De cette façon, l'économie verte se présente comme une des meilleures solutions disponibles pour atteindre une croissance économique durable, en tenant compte des problèmes sociaux ».

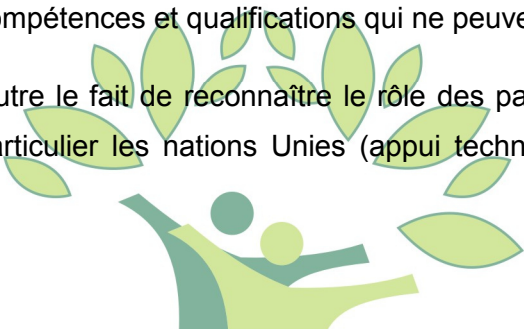
Poursuivant son raisonnement, la Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines fait valoir que notre pays devrait tirer parti de l'économie verte pour le développement, car celle-ci a un fort impact socio-économique. Elle promeut de réelles opportunités de travail décent, la création d'emplois verts, des technologies plus propres, réduit la pollution industrielle, renforce l'utilisation des énergies renouvelables, développe une agriculture plus écologique et avec moins de consommation d'eau et de terre.

La responsable ministérielle renforce l'idée que les emplois verts se traduisent en actions concrètes pour le renforcement de la cohésion sociale et la création d'emplois décents (puisqu'elles incluront dans le marché les plus vulnérables socialement), pour cela il est nécessaire de se préparer. Une réflexion devrait être menée sur la réalité de notre pays quant à l'analyse pour la création d'emplois verts. Il faut, je le cite encore, « établir une stratégie nationale pour sa promotion et élaborer d'une manière concertée, un cadre de référence pour tous les acteurs directement liés au processus ».

Ainsi, il est prévu des changements dans le contexte du travail (par exemple le travailleur du bâtiment devra être plus sensible aux questions écologiques lors de la réalisation de sa tâche).

De nombreux défis sont posés. Il faut répondre aux besoins de formation ou d'apporter des changements structurels face au nouveau scénario de ce pays de plus en plus intéressé par les questions d'écologie. De nouvelles professions apparaîtront sans doute, de nouvelles compétences et qualifications qui ne peuvent être ignorées, idéalise la Ministre.

Outre le fait de reconnaître le rôle des partenaires dans la réalisation de la conférence, en particulier les nations Unies (appui technique) et la Coopération Luxembourgeoise (appui



financier), elle a appelé tout le monde à se joindre au Gouvernement pour des initiatives et actions concrètes qui visent à promouvoir la création d'emplois dans le pays.

Et comme devise, on retient la phrase suivante:

“Permettez-moi de vous dire que notre grand défi est que nous soyons tous capables, dans un horizon proche, de créer des milliers d'emplois verts en contribuant ainsi à réduire les problèmes économiques, environnementaux et sociaux ».



III. PRESENTATION DES ATELIERS ET SYNTHÈSE DES DÉBATS



Atelier 1

Modérateur: Nuno Ribeiro, Directeur du service de gestion des Ressources Naturelles du Cabo Verde

Thème 1: Emplois verts et travail décent – définition et approches pratiques

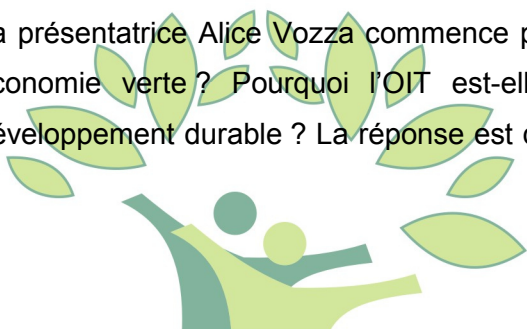
Introduction au thème: Le premier thème est axé sur les emplois verts. De nouveaux termes, de nouveaux concepts, de nouvelles expériences ont été abordées.



Conférencière: Alice Voza, ITC ILO, Turim

Développement du thème

La présentatrice Alice Voza commence par deux questions: “Pourquoi parlons-nous d’une économie verte ? Pourquoi l’OIT est-elle en train d’élaborer des programmes sur le développement durable ? La réponse est donnée de suite. C’est parce que nous dépassons



les limites, les frontières environnementales de la planète, même si cela fait environ 30 ans que l'on a commencé à parler de développement durable. Même si elle est déjà discutée au niveau mondial, il est vrai que la planète souffre actuellement de quelques problèmes. En particulier, trois thèmes sont abordés dans les pays du monde. La question des changements climatiques, la perte de la biodiversité et le cycle de nitrogène et les agents de pollution dans l'air. Ces trois, ensemble avec d'autres défis, tels que l'oxydation de l'océan, la pollution chimique, la désertification, la diminution de la couche d'ozone, l'exploitation intensive des ressources naturelles, le recul des glaciers sont des exemples précis de la façon dont nous avons déjà dépassé les limites de viabilité, dit Vozza. Il existe des données qui montrent que les ressources disponibles chaque année sont consommées durant le mois d'août, affirme la présentatrice. C'est pareil pour une carte de crédit. Lorsque nous payons avec une carte de crédit, nous disposons d'un fonds pour le mois, mais nous pouvons dépasser ce qui est prévu pour le mois. La même chose se produit avec les ressources naturelles, expliquait l'experte de l'OIT. Chaque année, nous utilisons les ressources qui ont la capacité de se renouveler avant la fin de l'année. Cela signifie qu'au niveau global, nous sommes en train de détruire et de réduire le capital naturel que nous avons à notre disposition. Tout cela a des conséquences (graves au sens large), en particulier pour les pays archipélagiques tels que le Cabo Verde. Les ressources naturelles, la société et l'économie sont affectées. Cela conduit au chômage, à la baisse du taux de croissance dans les pays stables avant. Les nouvelles économies émergentes ont atteint des niveaux de pollution et de consommation qui mettent la pression sur l'environnement.

C'est ainsi que l'OIT, avec le PNUMA, a établi un accord de collaboration pour voir, d'une part, comment les défis environnementaux affectent nos sociétés et créent plus de chômeurs, plus de pauvreté, plus de vulnérabilités. D'autre part, le monde professionnel peut contribuer à un modèle de croissance plus durable, grâce l'emploi, informe la conférencière.

Le travail de l'OIT met en évidence le concept de l'économie verte.

« L'Economie Verte a de nombreuses définitions, mais pour le PNUMA, l'économie verte est une économie qui entraîne une amélioration du bien-être des hommes et de l'équité sociale, tout en réduisant les risques environnementaux et les pénuries écologiques ».

L'idée de base de ce concept est qu'il faut mettre en œuvre "des politiques d'économie verte qui vont encourager la croissance économique, réduire les risques environnementaux, créer de nouveaux emplois et améliorer le bien-être des hommes ».

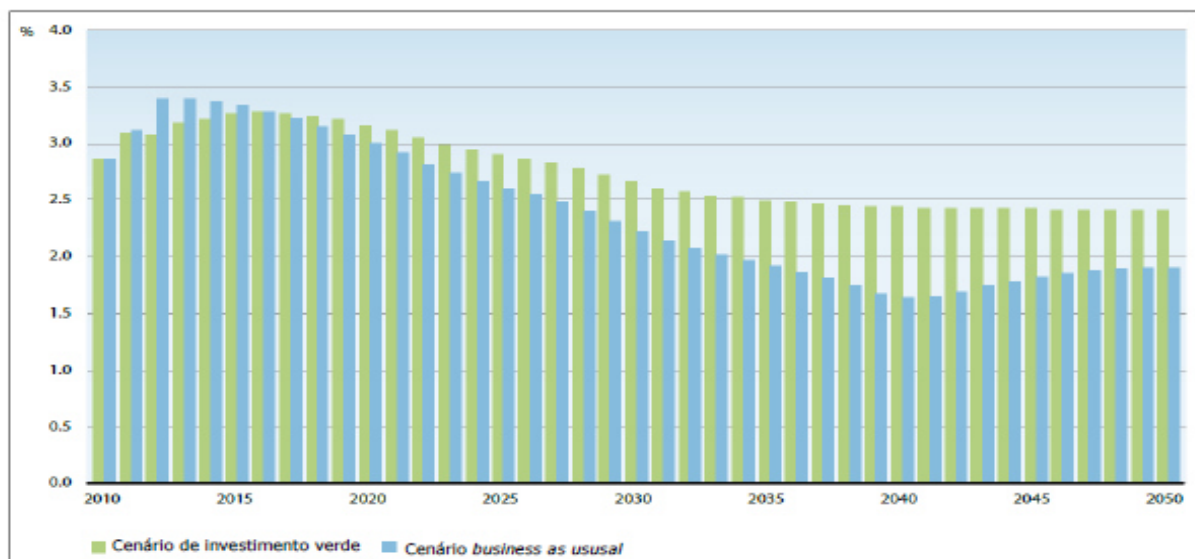
Le PNUMA a publié un rapport en 2011/2012 sur l'économie verte qui analyse trois secteurs de l'économie (économique, social et environnemental). Il a fait une projection sur ce qui



pourrait se passer s'il inversait les 2% du PB Global dans l'écologisation des secteurs économiques. Nous avons trois résultats importants : 1° - au niveau économique – si nous comparons la croissance du *business usual*, si les choses ne changent pas, nous continuerons avec les modes de consommation, de production, les tendances montrent une perte en termes de productivité. D'autre part, s'il existe une alternative, un changement d'application des 2% pour l'économie verte, on estime qu'elle améliore nos niveaux de productivité. Cela est dû surtout aux développements énergétiques et à la consommation des ressources naturelles qui ont un impact sur l'efficacité des entreprises.

Observons le graphique ci-dessous

Tendências Mundiais de Crescimento 2010-2015 e o "Cenário de Investimento Verde"



Fonte: UNEP, *Green Economy Report*, 2011

Alice Vozza défend que passer à une économie verte ne signifie pas la perte de productivité. Changer la politique pour une économie verte, investir dans l'environnement aide à croître.

La 2ème prémisses est qu'en passant à une économie verte, les défis environnementaux sont limités et réduits. Ces estimations prévoient de réduire l'impact global de 50% de 2015 à 2050. De plus, les projections sont positives en termes de réduction de la demande en matière d'énergie, d'eau et de ressources naturelles et l'ancrage des prestations

La 3ème conclusion émanant de ce rapport est que, sur le même scénario d'inversion, des emplois puissent être créés. Un autre rapport présenté par l'OIT, deux ans après celui mentionné, sur les opportunités d'emplois pour un développement durable. On pense qu'entre 15 à 60.000.000 postes de travail pourront être créés dans le futur, au niveau global. Il est vrai qu'il y aura des gains et des pertes, car il s'agit d'un processus de transition. Certains postes de travail peuvent disparaître (ex : ceux ayant un très grand



impact environnemental) mais d'autres nouveaux feront leur apparition (ceux qui ont un grand potentiel de croissance). Cependant, la balance à long terme sera positive - la représentante de l'OIT se montre plein d'espoir.

Tout cela est mis en évidence dans un discours plus ample sur l'agenda du développement durable. Elle rappelle les Nouveaux objectifs du Développement durable à mettre en œuvre également en 2015. Ces objectifs font parties d'un processus qui a commencé à la Conférence de Rio+20 en 2012, où la priorité a été mise, à nouveau, sur l'agenda du développement durable. Elle a reconfirmé l'accord au niveau mondial sur le développement durable.

Elle dit qu'il est important de le mentionner, car l'économie verte n'est pas seulement une alternative à l'agenda. En vérité, son acception a été très conflictuelle. De nombreux gouvernements étaient contre et avaient des doutes, car un grand nombre ne comprenait les contours du processus. Malgré les doutes, il a été conclu que l'économie verte est un instrument pour le développement durable.

A partir de cette conférence (Rio+20) que la question de l'emploi, mentionnée plusieurs fois dans les documents officiels des Nations Unies, est apparue pour la première fois comme un indicateur de développement durable.

Avoir un travail digne signifie que le processus de transition fonctionne correctement et est couronné de succès.

Un autre point émanant de la Conférence Rio+20 a été l'importance accordée au secteur privé et aux entreprises. Cet aspect est essentiel dans la mesure où le privé constitue un acteur très important dans la transition vers le développement durable. Il ne revient pas uniquement au gouvernement d'assurer ce rôle admet Alice Voza.

A partir des deux points de référence, deux rapports, un de 2008 et un autre de 2012 définissent les emplois verts dans le cadre du développement durable. Le premier rapport a servi à produire des connaissances et à donner de la visibilité au secteur au niveau mondial et a également accordé beaucoup d'attention au thème des compétences : quelles sont les compétences nécessaires pour passer à une économie verte ?

Dans le deuxième rapport, sont analysées secteur par secteur les politiques, les stratégies qui, au niveau sectoriel, peuvent être génératrices d'emplois. Il existe des secteurs qui se signalent par leur grande capacité à créer des emplois, tels que les énergies renouvelables, le bâtiment et l'agriculture.



Comment définir des emplois verts? Il s'agit d'une définition ouverte, non stricte. L'OIT présente les principes généraux – avertit la conférencière. Chaque pays donnera sa propre définition du concept d'économie verte et d'emplois verts.

La définition opérationnelle, comme le désigne Alice Vozza, est que “tous les emplois qui contribuent à réduire l'impact négatif sur l'environnement et permet de créer des entreprises et des économies durables du point de vue environnemental, économique et social”. Les domaines d'amélioration de l'efficacité énergétique, de réduction des gaz à effet de serre, la réduction des déchets et de la pollution, la protection et la récupération de l'écosystème et le soutien à l'adaptation aux effets de changements climatiques sont des exemples.

La définition du concept d'emplois verts ne remplace pas l'agenda d'emplois dignes. L'OIT souhaite que les emplois verts soient des emplois dignes, décents (en termes de protection des travailleurs, association des entreprises, organisations de travailleurs, égalité de genre, sécurité sociale, salaires minima, entre autres).

Il n'existe pas (encore) dans le monde d'emploi qui soit 100% décent et 100% vert. Il s'agit d'un processus mais avec un objectif à 100%. Atteindre les 100% d'emplois décents en ce qui concerne l'environnement.

La question n'est, donc, pas de savoir si cet emploi doit être considéré ou non digne, mais de chercher à l'améliorer, tant au niveau des conditions professionnelles, que de son impact sur l'environnement, assure Vozza.

Il existe deux façons de classer ou de catégoriser les emplois verts:

La première façon est de diviser les emplois entre ceux qui contribuent au processus de travail avec un meilleur impact environnemental; déterminer les emplois qui contribuent à la production de produits ou de services verts; déterminer les emplois qui contribuent à la conservation de la nature. Celles-ci peuvent être les plus simples pour catégoriser les emplois.

Il reste encore beaucoup à faire. Il faudra une prise de conscience au niveau national. Un dialogue avec les différents acteurs. Transmettre l'importance d'un agenda pour le développement durable et d'emplois décents. Parallèlement, il faut un travail de recherche plus profond pour voir si la reprise économique est susceptible de générer des emplois. Elle a donné l'exemple de l'île Maurice pour ce qui est de la création d'emplois verts.

Une des conclusions de l'OIT en termes de recommandations pour la transition vers une économie verte est l'impact qu'elle peut avoir dans le monde professionnel. Quatre types d'impacts ont été identifiés :



1. Création de nouveaux postes de travail (secteurs des énergies renouvelables);
2. Perte de postes de travail (dans les secteurs qui ont un très grand impact sur l'environnement);
- 3 et 4. Substitution et transformation des postes de travail, des profils professionnels. Ces deux derniers aspects peuvent faire une grande différence au niveau des pays. La plupart des changements auront une incidence sur les travailleurs et les employés qui seront obligés de changer de travail. Les technologies de production changent, ainsi que les processus et les produits. Il faut investir dans les nouvelles technologies qui changent le monde du travail.

Une des politiques qu'il faut promouvoir est celle de la création de compétences. La capacité d'un pays de faire face à la transition de façon plus ou moins rapide, dépend aussi énormément de sa capacité d'adapter le monde professionnel aux nouvelles compétences qui sont demandées (le ministère de l'éducation, les centres de formation technique et professionnelle jouent un rôle important dans ce processus).

En guise de conclusion, l'experte de l'OIT dit que, quand nous parlons de transition juste vers une économie verte, il existe d'autres aspects qui doivent être pris en compte: la question de la création et de la perte d'emplois (quels secteurs devront en perdre?); Comment protéger les travailleurs ? Comment favoriser la croissance de l'entreprise, de la micro entreprise pour créer de nouveaux postes de travail ? Tout cela implique une cohérence politique entre les différents secteurs économiques.

Un autre domaine est le besoin en termes de compétences: Comment pouvons-nous les anticiper, comment pouvons-nous y faire face ? Il impliquera la restructuration des entreprises et, pour cela, le rôle du secteur privé, des syndicats est important pour débattre sur la façon dont les entreprises doivent être restructurées. Et enfin, le concept d'emploi digne, de travail digne que l'OIT doit promouvoir.



Thème 2: Le potentiel de l'économie verte dans la création des emplois au Brésil: quelles compétences, quels défis et opportunités.



Conférencier: Paulo Sérgio Muçouçah

Développement du Thème:

Le professeur Paulo Sérgio commence par évoquer que le concept d'économie verte est problématique, souvent très controversé.

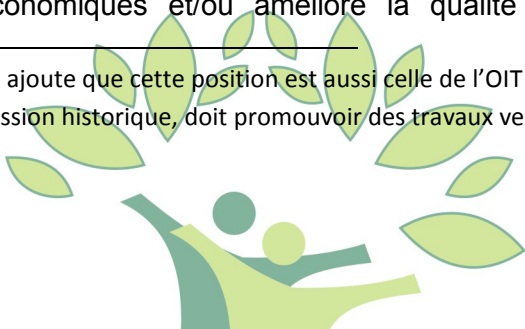
Le programme d'emplois verts au Brésil a commencé avant la création ou la diffusion du concept du PNUMA.

.

Le Brésil a été le premier pays à adhérer au programme de travail décent qui a été lancé en juin 2009 lors de la conférence de l'OIT à Genève, en Suisse. En décembre 2009, le premier travail produit par le programme d'emplois verts (travail mentionné et de l'auteur du conférencier) avait déjà été lancé (au Brésil). Ladite œuvre faisait une évaluation préliminaire du nombre d'emplois verts qui existaient dans l'économie brésilienne d'avant. Ainsi, le travail vert initié au Brésil en 2009 n'intégrait pas encore la notion d'économie verte, concept qui sera adopté qu'à partir du rapport du PNUMA en 2011.

Le professeur Muçouça défend que, pour l'OIT, le travail vert doit forcément être un travail décent³. Il s'agit d'un travail qui réduit les impacts environnementaux négatifs des activités économiques et/ou améliore la qualité de l'environnement (grâce à la protection, la

³ Il ajoute que cette position est aussi celle de l'OIT – Organisation du Travail –, car celle-ci, pour accomplir sa mission historique, doit promouvoir des travaux verts et qui soient également décents.



restauration, la régénération des ressources naturelles ou de la simple manutention ou conservation de ces mêmes ressources).

C'est à partir de cette définition que le Brésil a commencé à développer les activités en vue de promouvoir la création d'emplois verts.

Este conceito é muito relativo e relacional. A redução ou melhoria dos impactos no meio ambiente é sempre definida em função de um momento, de uma situação concreta, a partir da qual se parte, seja o presente, seja o passado - admite o professor Paulo Sérgio.

Ce concept est très relatif et relationnel. La réduction ou l'amélioration des impacts sur l'environnement est toujours définie en fonction d'un moment, d'une situation concrète, à partir de laquelle elle commence, soit le présent, soit le passé – admet le professeur Paulo Sergio.

Par la suite, les emplois verts ne se limitent pas aux emplois créés par l'économie verte (ils peuvent être trouvés dans toutes les activités économiques pouvant être créées et partout). L'idée est qu'on peut toujours réduire les impacts environnementaux négatifs des activités économiques et promouvoir l'amélioration de l'environnement, la situation dans laquelle ces activités sont développées

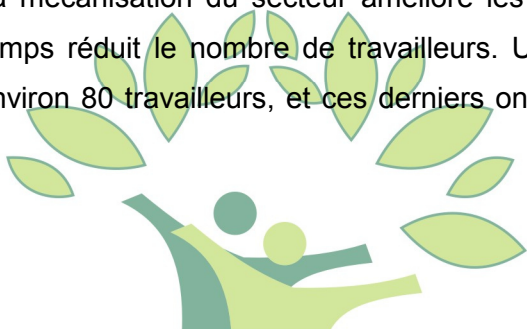
C'est sur la base théorique du concept mentionné ci-dessus que l'on a commencé à réfléchir à la façon de créer des économies vertes au Brésil, affirme le conférencier. Ils sont arrivés à deux voies :

1° - “ Rendant écologique” les entreprises et les secteurs économiques qui offrent déjà un travail décent, (ces entreprises devraient produire des produits finaux respectueux de l'environnement et avec des techniques de productions plus “propres”);

2° - “dignifiant” les emplois existants dans les activités économiques vertes ou écologiques ou respectueuses de l'environnement (de meilleurs salaires et conditions de travail).

Il a donné l'exemple d'un travail, qui malgré le fait d'être lié à l'économie verte (couper la canne à sucre pour produire de l'éthanol – biocarburant) ne pouvait pas être considéré comme décent car en dépit de son impact positif fort sur l'environnement, les conditions de travail très dures dans la collecte de la canne à sucre étaient loin d'être un travail décent, a expliqué le professeur.

La mécanisation du secteur améliore les conditions de travail, mais elle a dans le même temps réduit le nombre de travailleurs. Une machine fait le travail qui était fait avant par environ 80 travailleurs, et ces derniers ont perdu leur emploi, mais 16 nouveaux postes de



travail ont été créés (emplois mieux rémunérés, personnes spécialisées en tant mécaniciens, machinistes, activités de soutien à la mécanisation, contrats de travail formels, entre autres – des conditions de travail décentes).

Il s'agit d'un exemple typique d'appropriation du concept brésilien d'emplois verts; réduire et améliorer. Ce fut un cas de transition bien réussi, dit le professeur Muçouçah.

Avant de terminer, le professeur et chercheur Paulo Muçouçah décrit en détail les plans nationaux brésiliens qu'il considère comme les grands jalons pour la création d'emplois verts au Brésil. Ils sont :

La politique Nationale sur le changement du Climat (2009); Le Plan National de l'Emploi et du Travail Décent du Brésil (Mai 2010) ; Emplois verts créés à partir de la mise en œuvre de plans sectoriels ; Politiques de conservation et de régénération des ressources naturelles ; Politique Nationale des déchets solides (août 2010).

Résumé de l'atelier 1.

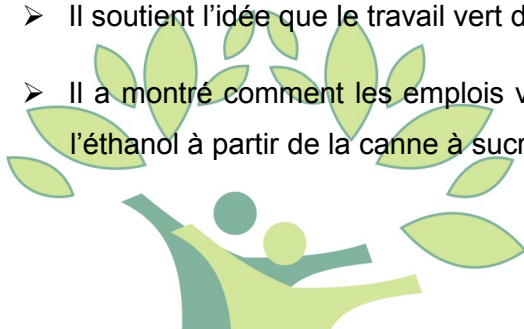
Il s'ensuit ensuite les résumés des présentations, des précisions, des questions et des débats conduits par le modérateur Nuno Ribeiro da la DGA.

Les idées principales retenues de la présentation du thème 1 par Alice Vozza:

- Une explication approfondie de la Conférence de Rio+20;
- Justification du concept d'emplois verts;
- L'idée est que chaque pays doit créer son propre concept (il s'agit d'un concept ouvert);
- Présentation de quelques données statistiques en rapport thématique.

Quant au professeur Paul Sérgio qui a présenté le thème 2, les idées se résument ainsi :

- Au Brésil, la pratique d'emplois verts commence en 2009, avant la création du concept opérationnel par l'OIT;
- Il soutient l'idée que le travail vert doit nécessairement être décent;
- Il a montré comment les emplois verts sont créés dans son pays (ex: production de l'éthanol à partir de la canne à sucre);



- Il a évoqué des jalons/ des politiques nationales pour la création d'emplois verts.

Synthèse du débat

Du débat et de la participation du public, il ressort les principales idées/suggestions suivantes :

- Pour préparer le pays, nous devons introduire l'éducation environnementale à tous les niveaux d'enseignement;
- Les changements ne peuvent se faire du jour au lendemain, la transition est progressive ;
- Les changements dans les habitudes nécessitent de cadres appropriés (par exemple: les personnes ne peuvent circuler librement en bicyclette – qui est plus saine et écologiquement meilleur – s'il n'existe pas de tracés urbains, espaces appropriés pour de telle pratique) ;
- Il est nécessaire d'investir;
- Il faut introduire une dimension comportementale dans nos actions en rapport à l'environnement (Exemple: si nous économisons nos dépenses en énergie électrique; si tout le monde imprime les feuilles en recto verso ou si nous utilisons simplement l'impression brouillon , nous serons plus des amis de l'environnement);
- Il est important de se rappeler que parler de vert n'est pas que parler de l'environnement, il implique également les gouvernements (avec leurs différents ministères), la Science et la société civile ;
- Le Gouvernement doit assumer ses responsabilités financières ;
- Il faut réfléchir à un système de suivi des emplois verts, avoir un plan/ politique nationale;
- Les Nations Unies devraient imposer des sanctions aux pays qui ne respectent pas l'écosystème (systèmes verts) et les droits de l'homme.

Atelier 2

Modératrice: Alcídia Alfama, Consultante Economique du Centre des Politiques Stratégiques.



Thème 1: Emplois Verts et Emancipation économique des femmes

Introduction du thème:

La modératrice introduit l'atelier en mentionnant le concept d'économies vertes, comme des économies qui entraînent une amélioration du bien-être des hommes, égalité sociale, de même qu'elles réduisent de façon significative les risques environnementaux et la pénurie écologique. La gestion non viable des ressources naturelles et les catastrophes naturelles affectent de manière disproportionnée les pauvres dans les pays en développement. Comme les femmes sont la majorité des pauvres dans le monde et sont plus dépendantes du manque de ressources naturelles, elles souffrent particulièrement de ces effets des répercussions des altérations climatiques. Ainsi, nous pouvons affirmer que les effets du changement climatique tant sur les hommes que sur les femmes, mais de manière différente. Le mode de vie, le comportement et la consommation des hommes et des femmes sont souvent différentes et laissent aussi des traces différentes sur l'environnement. En tenant seulement compte de cette perspective de genre, nous pouvons améliorer les stratégies d'adaptation et garantir un développement durable. C'est dans cette perspective d'emploi vert et d'autonomisation économique des femmes que nous présentons l'atelier suivant.



Conférencière: Daniela Alarcón, UNIFEM

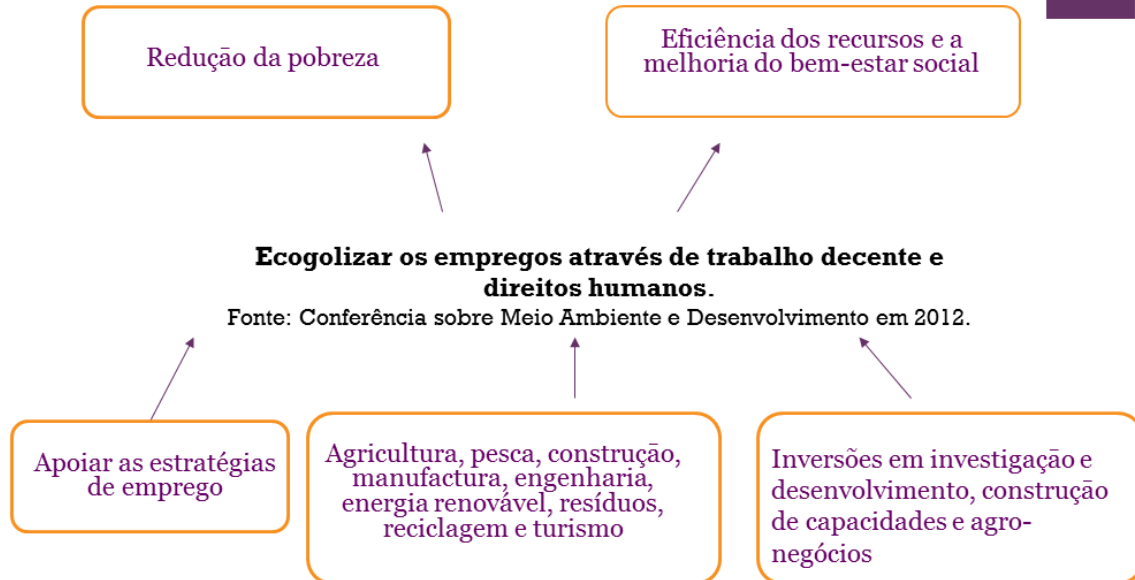
Développement du thème:

La présentatrice commence par dire que les thématiques relatives à l'emploi vert et l'autonomisation des femmes sont relativement nouvelles:

Elle commence par dire qu'il faut *écologiser* les emplois à travers le travail décent et les droits de l'homme, comme on peut le voir dans la figure suivante :



+Emprego Verde



Dans l'optique de la présentatrice, lorsque nous parlons d'emplois verts, nous ne sommes pas parlons uniquement de travail décent, mais aussi de droits de l'homme. Et lorsque nous travailler la question de l'égalité de genre, nous parlons de travail décent et de droits de l'homme. C'est cette prise de conscience très importante que l'on veut travailler.

Les emplois verts veulent réduire la pauvreté, mais aussi veulent l'égalité de genre. Tous veulent obtenir une meilleure efficience des ressources et une amélioration de l'égalité sociale entre les hommes et les femmes.

Pour obtenir soit des emplois verts ou l'égalité de genre, il faut créer, mettre en place toute une philosophie par le biais d'un travail technique – théorique, à l'instar de la Conférence objective.

Madame Daniela Alárcon fait en outre valoir que chaque pays devrait mettre l'accent sur certains secteurs de développement, pas seulement pour créer des emplois verts, mais aussi compte tenu des travaux en cours sur l'égalité de genre. Elle met en avant l'agriculture, la pêche, le bâtiment, le tourisme, l'agro-industrie, la recherche pour créer des connaissances, en vue d'avoir un code théorique important et développer les capacités des personnes.

Une question fondamentale s'en est suivie:



Comment les emplois verts sont vus, tout en tenant compte du genre ?

La préoccupation pour les thèmes écologiques affecte particulièrement les femmes. Celles-ci, en tant productrice, consommatrice, sont pour des raisons biologiques et hormonales dans des situations de grande vulnérabilité par rapport aux produits toxiques de plus en plus utilisés, affirme Alárcon.

Elle souligne que l'un des objectifs de l'égalité de genre est de réduire la pauvreté grâce à la féminisation.

Une attention appropriée doit être accordée aux statistiques qui brossent un panorama du travail, plus ou moins sombre par rapport aux femmes. Le rapport de l'ONUMULHERES sur la situation des femmes en 2015-2016, et le rapport du module utilisation du temps et travail non rémunéré au Cabo Verde – 2012, nous présentent les données suivantes :

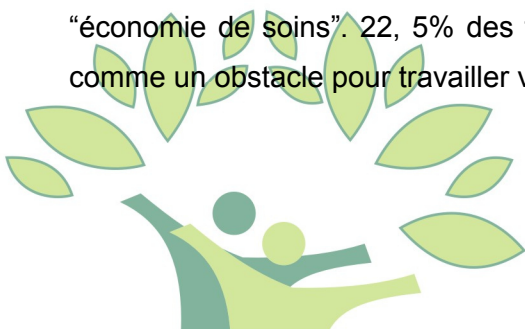
- Dans les régions en développement, 75% de l'emploi des femmes sont des emplois informels;
- 83% du travail domestique sont réalisés par des femmes, qui ne touchent même pas de salaire minimum selon l'échelle des salaires de chaque pays;
- 77 pays interdisent aux femmes de choisir librement le type de travail qu'elles veulent faire (travailler la nuit, dans les mines ou dans le bâtiment).

Au Cabo Verde, la réalité est la suivante:

- 33% des maisons ayant comme chef de famille une femme vivent en dessous du seuil de pauvreté v/s 21% des maisons où les hommes sont chefs de famille ;
- 44% de la population rurale est pauvre. Les femmes représentent 51% de la population dans les zones rurales ;
- Le travail rémunéré et non rémunéré que les femmes font représentent 62% de tout le travail qui est fait dans le pays v/s 38% chez les hommes.

Toujours sur notre pays, elle a fait référence aux données du CENSO 2010 où on peut voir que 43,7% des femmes ne disposent d'un revenu propre v/s 27, 5% des hommes ;

- Les femmes des communautés à faible revenu ne sont pas en mesure de participer à une économie "plus verte" vu qu'elles passent la plupart de leur temps dans une "économie de soins". 22, 5% des femmes considèrent les responsabilités familiales comme un obstacle pour travailler v/s 4% des hommes ;



- L'emploi informel occupe 52% des femmes contre 47,5% chez les hommes.

Il existe une faible proportion de femmes dans les secteurs prioritaires de travail vert. Les femmes qui travaillent dans ces secteurs ont des tâches administratives ou peu d'importance dans les prises de décisions.

En résumé, ce sont les femmes qui souffrent le plus sur le marché du travail, souligne Alárcon.

Comme recommandations pour l'autonomisation des femmes grâce aux emplois verts, elle suggère:

- Connaître la position des femmes dans les chaînes de valeur dans chacune des activités où l'on veut encourager un emploi vert ;
- Offrir un cadre de travail qui permet une conciliation et coresponsabilité entre la vie familiale et professionnelle dans les secteurs verts;
- Engager les femmes dans les activités masculines afin que les emplois verts influence de manière positive la réduction de la division sexuelle du travail ;
- Ne pas blâmer les femmes pour ce qui est de la contamination (nous devons nous préoccuper à changer la situation de ces femmes qui sont exposées à de graves problèmes de santé et qui ne bénéficient d'aucun droit civil et professionnel essentiels à leur autonomisation).

En conclusion, Madame Daniela Alárcon propose les idées suivantes :

- Il existe une dimension écologique dans certains problèmes qui soutiennent le collectif des femmes ;
- ; Il existe une dimension de genre dans les graves problèmes de l'environnement;
- l'emploi vert gagne en intégrant l'approche de genre parce que les analyses de genre permettent de travailler sur les causes des inégalités de genre et donc, nourrit le cadre des droits des femmes qui est également celui des droits de l'homme, et permet d'agir sur les éléments qui sous-tendent la féminisation de la pauvreté.
- L'approche de genre fait que les incitations aux emplois verts soient plus viables;
- Les emplois verts doivent clairement manifester leur volonté de tenir compte des droits des femmes et montrer qu'ils sont disposés à travailler pour réduire les lacunes



de genre, l'inégalité et le sexisme dans les domaines où ils prétendent créer un emploi décent.

Thème 2: Energies renouvelables: Cabo Verde, un cas de succès

Introduction du thème:

Le Cabo Verde est un exemple dans le domaine de production énergétique, à partir des énergies renouvelables, en particulier dans les énergies éoliennes et solaires. Selon le Conseil Moderne de l'Energie Eolienne, il est le pays qui a augmenté en moyenne dans l'utilisation de l'énergie éolienne. La pénurie d'eau et le prix élevé de l'électricité ont été les plus grands obstacles au développement économique et à la création d'emploi. Par conséquent, le Gouvernement a investi dans des projets qui visent l'accès à l'énergie moins chère et propre.



Conférencier: Anildo Lopes Costa

Développement du thème

Il commence par la modification le titre de la présentation sur une question pertinente :

Le Cabo Verde est-il vraiment un cas de succès au niveau des énergies renouvelables ?

Il mentionne les objectifs actuels pour le secteur énergétique.

Les objectifs à atteindre au niveau des énergies au Cabo Verde sont:

Energie durable pour tous, énergie viable pour tous et qui présente trois axes :



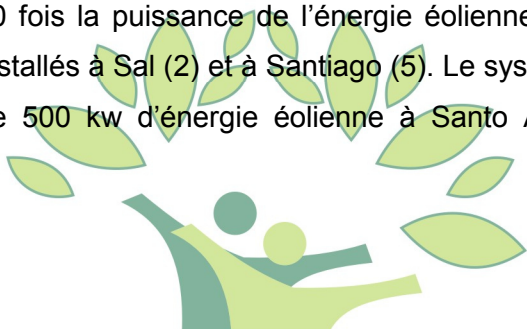
1. Accès à l'énergie (atteindre un accès universel de l'électricité en 2017 et qui est déjà à plus de 95% au niveau des réseaux, atteindre 100% d'accès aux services de production durables, avec l'élimination de l'utilisation de cuiseur à trois pierres, et l'universalisation de cuiseurs améliorés, ainsi que la promotion du butane). Il espère que le bois ne soit pas l'unique option d'énergie pour les familles capverdiennes, soit pour des raisons de santé ou autres.

2. Efficience énergétique (avec un système efficiente de distribution d'électricité, en évitant ainsi les pertes qui avoisinent environ 30% ; dérivés du pétrole avec 10% de réduction ; consommation d'électricité avec jusqu'à 15% de réduction comme scénario de base).

3. Energies Renouvelables – l'objectif majeur (obtenir 100% d'énergies renouvelables d'ici 2020 – cela impliquerait, certainement la transformation des espaces de production d'énergie au niveau national tel que Electra en un espace complètement vert ; il faudrait utiliser obligatoirement des chauffe eaux solaires dans les hôtels, mais aussi dans les édifices publics).

Docteur Anildo admet que le dernier objectif est particulièrement ambitieux, toutefois normal au Cabo Verde. La question de l'efficience énergétique, l'expérience et la maîtrise de l'énergie sur les îles ont précédé. Par exemple, jusqu'en 1970, seulement à São Vicente, on comptait environ 100 aéro-pompes adaptées du modèle américain et construites localement. A l'île de Sal, il existait déjà l'utilisation de l'énergie éolienne dans la production de sel.

Faisant un détour dans l'histoire du pays indépendant, le Directeur Général de l'Energie nous a rappelé certains faits. En 1977, deux après l'indépendance nationale, la division des Energies Renouvelables a été créée au Ministère du développement. L'idée était de profiter de l'expérience nationale de construction d'aéro-pompe et de l'exporter vers la côte occidentale africaine (et la nouvelle stratégie relative aux énergies renouvelables vise l'exportation affirme-t-il). En 1980, a été créé l'Institut National de Recherche Technologique qui a réalisé de très nombreux travaux au niveau des énergies renouvelables (ex : création d'aéro générateur de l'hôtel Morabeza). En 1986, le Programme Régional Solaire Soleil et Eau a installé 31 systèmes solaires photovoltaïques de pompage d'eau et 36 systèmes communautaires dans les zones rurales des îles de Maio, Santiago et São Nicolau. En 1989, a été créé le premier parc expérimental de São Vicente, mais qui a duré deux ans. En 1994, il a été créé les premiers parcs éoliens modernes commerciaux appartenant à Electra. Mais récemment, en 2011/2012, il a été érigé le Parc Eolien de Câble éolien, en vue de multiplier 10 fois la puissance de l'énergie éolienne (25,5 MW). De plus, des parcs solaires ont été installés à Sal (2) et à Santiago (5). Le système hybride de Vale da Custa, à Santiago et plus de 500 kw d'énergie éolienne à Santo Antão. Il faut aussi souligner un cas de succès



international : la Centrale Photovoltaïque de longínqua et isoladíssima, zones de Monte Trigo à Santo Antão. Toute la population y était impliquée. Elle a changé le mode de vie des personnes qui possèdent maintenant de l'énergie, une usine de glace ; ce qui en fait une zone plus accueillante. Il s'agit, définitivement, de la seule énergie qui pourrait résoudre le problème de cette communauté, estime Anildo.

Autrefois, tout était à base de gazole, puis on a passé au mazout. Cela a augmenté l'efficacité énergétique et réduit les coûts. Cependant, en le comparant au gazole, le mazout émet plus de gaz à effet de serre. Mais, à partir de l'entrée de l'éolienne en 2011/2012, la situation a changé et, aujourd'hui, environ 25% de l'énergie qui va à Electra provient des énergies renouvelables, affirme le conférencier.

Quel avenir énergétique pour le Cabo Verde? Comment atteindre les 100% d'énergie renouvelable?

Anildo Costa affirme que l'objectif est d'atteindre 100% d'énergie renouvelable en 2020, qu'il s'agit d'une étape ambitieuse à atteindre. La question est que 40% ou 100% est exactement la même. Cela étant, avec 100% on gagne économiquement si on pense en terme d'échelle. L'énergie renouvelable peut être plus rentable, dit-il. Sur certaines îles, la moyenne annuelle est de 35%, mais sans stockage. Si nous voulons passer le seuil de 35%, nous serons obligés de faire du stockage, défend l'intervenant.

Au niveau du stockage, un obstacle se pose, explique le Directeur Général de l'Energie, car il n'existe pas en ce moment de nombreux modes de stockage d'énergie rentables. Il précise qu'ils ne sont pas encore très développés. Malgré le fait que le stockage au moyen de batteries est de moins en moins cher, il propose de tester d'autres formes d'énergie telles que le biodiésel ou le carburant synthétique. Il précise encore que, toute bonne technologie peut être rentable au Cabo Verde (il rappelle que nous payons actuellement environ 3 fois plus pour l'énergie que, par exemple dans les pays de l'Europe). Il faut aller étape par étape. La première étape serait d'atteindre dans toutes les îles ce qui, par exemple, existe déjà à São Vicente et Sal (environ 30 à 35% d'énergies renouvelables) ; tester le stockage dans une île durant un certain temps (il suggère l'île de Sal). Vérifier le fonctionnement et augmenter progressivement le stockage, jusqu'à les 100%. Et lorsque vous êtes sûr que telles technologies fonctionnent, vous pourrez alors généraliser leur application à l'archipel, avance l'intervenant.

Il revient à l'Etat le rôle de former, d'éduquer, de sensibiliser et de créer un cadre légal et qui permet le développement de ces technologies, en plus des petits projets de démonstration, rappelle le conférencier.



Tout l'investissement de 30, 35, 50 ou même 100% devrait être réalisé par les privés à qui on doit avoir confiance.

Sur l'efficacité énergétique – quelles sont les stratégies?

Il propose de réduire les pertes de distribution de l'électricité; d'améliorer la gestion et le contrôle du réseau électrique (en particulier à travers la création d'un réseau moderne), d'améliorer l'efficacité de l'illumination publique (baisser le pic de consommation la nuit en utilisant de l'énergie solaire du jour) ; de créer une stratégie d'efficacité d'énergie basée sur trois axes :

- 1° - La promotion de l'efficacité dans les édifices (suivre certaines normes de construction...)
- 2° - La promotion de l'efficacité énergétique des équipements et électrodomestiques (étiquetage des équipements, remplacer les ampoules actuelles par le LED).
- 3° - La promotion de l'efficacité énergétique pour les consommateurs intensifs (l'Etat doit être le premier à donner l'exemple).

Concernant la création d'un marché d'énergie qui est la base de tout, Monsieur Anildo défend la mise en place d'un cadre légal et institutionnel, avec un cadre complet et transparent, avec des responsabilités, des devoirs et droits clarifiés, c'est-à-dire une loi de confiance.

Il faut des institutions et des agents pour promouvoir les producteurs indépendants et créer un marché compétitif et de confiance à tous les niveaux.

La vision que nous avons pour le secteur, pour l'avenir énergétique du Cabo Verde, est que tout le monde peut être producteur et consommateur. Lorsqu'il y a accès de production, nous devons stocker pour prévenir la pénurie. Comme dit l'intervenant, « rien ne se perd, tout doit être gardé ».

Cependant, quelles seront les bases pour la durabilité de tout cela?

Naturellement, nous devons avoir des institutions de soutien fortes, défend le Directeur de l'Energie:

- Des centres de formation et de certification (CERMI à vocation régionale);
- L'Agence Insulaire d'Energie;



- L'investissement dans la formation et la recherche avancée, à travers l'institut interuniversitaire d'Etudes Energétiques;
- L'incubateur Régional des Affaires Durables (partenariat avec le CERMI);
- Le Parc Technologique des Energies Renouvelables et Efficience Energétique;
- Les Entreprises de Services Energétiques (ESE).

Enfin, il ne faut pas oublier la formation des ressources humaines, qui doit être au centre de la stratégie. Il ne faut pas non plus proposer que la formation professionnelle (pour les installateurs d'équipements, les vérificateurs d'énergie, les techniciens en matière d'efficience énergétique), mais aussi la formation supérieure (y compris l'enseignement des Energies renouvelables et efficience énergétique dans les programmes universitaires) et post universitaire, avancée, associée à la recherche et au développement (création d'une formation supérieure spécialisée sur les différents aspects de la production et de la consommation d'énergie). Cette formation, pour avoir un statut international, défend le chercheur Anildo Lopes Costa, devrait inclure l'anglais et éventuellement le français et intégrer une partie *e-learning*.

Synthèse du débat

Suite aux deux présentations, le débat a commencé avec la participation du public. Des critiques, des questions, des suggestions et des explications ont été présentées.

Questionné sur les centrales éoliennes et les aéro-pompes désactivées dans le pays, le Directeur Général de l'Energie a répondu que cette situation existait car celles-ci étaient vieilles. Une personne a proposé d'introduire dans chaque île des centrales qui utilisent des espaces verts et des énergies renouvelables. Un autre aspect mentionné a été le prix excessif de l'énergie appliqué au consommateur capverdien. Il a mentionné l'exemple du Bangladesh où, grâce à la participation des Ministères, des organisations d'employeurs et de travailleurs, il a été possible grâce à des systèmes simples, tels que l'utilisation de panneaux solaires domestiques, d'apporter de l'énergie à environ 80% de la population qui n'avait pas accès à l'énergie du réseau de l'Etat.

Le cas du Bangladesh a été un succès, non seulement sur le plan énergétique, mais il a aussi contribué à réduire les inégalités de genre dans le travail, car de nombreux postes de travail, bénéficiant les femmes, ont été créés.



Enfin, Madame Daniela Alcáron défendait qu'il soit nécessaire d'incorporer les femmes dans le monde du travail de manière quantitative et qualitative.



IV. CAS PRATIQUES

Thème: les emplois verts dans les pays à différents stades de développement: exemples dans certains secteurs économiques, Alice Vozza, OIT et Rui Levy, ONUDI

Présentatrice: Alice Vozza, OIT

Développement

La chercheuse Alice Vozza a présenté 4 exemples pratiques. Le premier a été celui de Bangladesh, comme un cas de succès de l'autonomisation des femmes. Avec le soutien d'une banque de micro crédits, de nombreux emplois directs mais aussi indirects ont été créés. Il existe des emplois induits tels que le fait de fournir l'énergie au milieu rural qui a conduit à la création d'entreprises et enfin, non des moindres, à l'entrepreneuriat vert. Les objectifs sociaux ont, donc, été atteints.

Un autre pays mentionné par Alice Vozza est l'île Maurice et son projet « Maurice, île durable ». En 2008, il a été créé le programme d'énergie renouvelable, qui implique les secteurs privés, publics, la société civile, les syndicats, les universités. Il prend donc le rôle de chef de file des pays archipels. Même si elle a des défis et des critiques auxquelles elle doit faire face, ce fut une initiative extraordinaire. Il ne faut oublier qu'il n'existe pas de bonne pratique dans l'absolu.

L'autre exemple donné se réfère à un pays lusophone, le Brésil. Il s'agit des « *catadores de reciclagem* » (ramasseurs de résidus). Ceux-ci travaillent avec des objectifs bien définis pour leur survie et celle de leur famille, ainsi que pour protéger l'environnement. La vidéo présentée appelait les ramasseurs à s'unir pour travailler ensemble, pour améliorer les conditions des lieux de recyclage, pour encourager les ramasseurs à se faire vacciner afin de se prévenir contre les nombreuses maladies, pour avoir de bonnes pratiques de travail (utilisation des gants et des lunettes).

Actuellement, de nombreuses coopératives ont déjà été créées et environ 13.000 travailleurs au Brésil et le recyclage est un secteur qui ouvre des portes aux femmes, informe professeur Paul Sérgio.

Pour ce qui est de l'Afrique du Sud dit Alice Vozza, on ne peut pas le considérer comme un succès comme en Europe ou au Brésil. Il a, peut-être, besoin de changer de politique soutient-elle.





Présentateur: Rui Levy, ONUDI

(Coordinateur National de ONUDI au Cabo Verde)

Développement du thème

Dr. Rui Levy commence en lançant un défi: faire des affaires comme avant ou tout simplement comme d'habitude n'est plus une option. Il faut ajouter plus de valeur avec moins de conséquences négatives. Il faut améliorer l'efficacité économique et écologique. Il faut faire plus avec moins (il faut dissocier la croissance de la consommation des ressources naturelles et des effets négatifs sur l'environnement).

Il est important de transiter d'une économie linéaire (ressources extraites et transformées en produits, utilisées et déposés en tant que déchets) vers une économie circulaire (les déchets sont récupérés et réintégrés dans le cycle de production en tant que matière première), soutient Levy.

Il ajoute également que cette transition peut être guidée par une politique industrielle verte.

C'est dans ce sens que l'initiative "industrie verte" est lancée par l'ONUDI en 2009. Elle promeut la production et le développement industriel sans mettre en danger la santé que ce soit de l'environnement ou des personnes. Cela peut être fait par deux processus : travailler les énergies existantes (utilisation efficace des matériaux, énergie et eau, réduction des déchets et des émissions de gaz, gestion sûre des produits chimiques, élimination graduelle des substances toxiques, passer aux énergies renouvelables, remaniement des produits et procédures – *ecodesign*) ; créer de nouvelles formes d'énergies vertes (industries pour réduire, réutiliser et recycler, technologies et équipements de contrôle de pollution, technologies renouvelables et énergétiquement efficaces, gestion des déchets et collecte des ressources et expertise environnementale).



L'application de ces processus, a poursuivi l'intervenant, sera bénéfique pour l'économie verte ou économique, avec plus d'innovation et de croissance, une plus grande résilience au niveau social, plus d'emplois, augmentation du revenu et autonomisation des femmes et au niveau environnemental, non moins importante la réduction de la pollution.

Rui levy soulève la question sur la motivation des entrepreneurs. Ceux-ci sont intéressés à savoir pour quelle raison ils devraient mettre en œuvre l'industrie verte. Il y aura certainement des facteurs qui peuvent encourager cette pratique mais aussi les *push factors* de base qui les y obligeront.

Une étude de *Global Compact Accenture* de 2013 a dit que les gouvernements devraient avoir un rôle de leadership et de promoteur. 83% des promoteurs estiment que les politiques des gouvernements sont essentielles selon la même étude.

Les politiques devront être à différents niveaux: au niveau de la production (utilisation efficiente des ressources, utilisation des normes/standards pour promouvoir la fabrication verte et la localisation des activités industrielles dans les parcs éco - industriels), au niveau du commerce (limiter l'importation de produits à faible PPM, promouvoir l'exportation de produits à forte PPM), au niveau de la technologie (créer des politiques pro active pour interrompre les voies non viables, accélérer les innovations et leur diffusion commerciale et renforcer l'expérience dans des niches, légiférer sur des normes/standards, publics et privés, obligatoires et volontaires pour soutenir la modernisation de la technologie ou l'optimisation des processus pour l'utilisation efficiente des ressources, conditionner les prêts bancaires aux investissements et initiatives vertes, avoir un maximum de formés au niveau technologique), au niveau des finances (les gouvernements doivent faire des investissements, créer des exonérations fiscales et des primes pour les entreprises plus vertes ou pour les nouvelles technologies qui promeuvent l'énergie circulaire).

Pour conclure, l'intervenant a présenté des exemples pratiques de certaines entreprises/industries qui mettent en pratique et des avantages économiques, la philosophie de la création d'industries plus vertes, plus propres et qui contribuent à une économie circulaire.



V. TABLE RONDE – DIALOGUES NATIONAUX: LA CONSTRUCTION D'UN AGENDA POUR UNE ECONOMIE VERTE



Modérateur: António Querido, Chef d'unité de l'environnement et des désastres naturels - PNUD

Thème: L'Entrepreneuriat Vert Tema

Présentateur: Leão Lopes, Député National et Professeur à l'Institut Universitaire des Arts.

Développement du thème

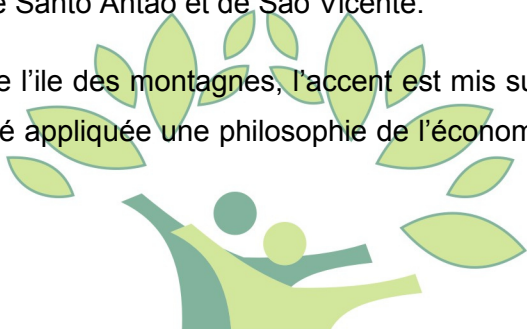
Docteur Leão Lopes commence en soulignant l'importance de la pondération et de la réflexion sur les opportunités que ce concept de technologie et d'économie verte peut ouvrir pour de nouvelles perspectives de développement du pays.

Il soutient qu'au Cabo Verde, on a avancé et bien mais qu'on pourrait avancer de façon plus systématique. Cependant, il estime qu'il a eu dans le pays, au fil des temps, une tradition sensible à cette pensée alternative.

Sa brève allocution s'est basée sur les expériences des institutions qu'il a dirigées, l'Atelier Mar et M_EIA.

L'Atelier Mar a été fondé en 1983 et son action a été essentiellement développée sur les îles de Santo Antão et de São Vicente.

De l'île des montagnes, l'accent est mis sur certains secteurs de développement auxquels a été appliquée une philosophie de l'économie verte. L'accent porte surtout sur la construction



civile (logement durable à faible consommation énergétique, systèmes de construction stable, matériaux locaux, comme la pouzzolane – un des rares gisements mondiaux de ce ciment naturel), l'agriculture (avec une recherche appliquée ; introduction de nouvelles cultures ; bio-pesticides ; cultures d'irrigation ; système de captation d'eaux pluviales ; coopérativisme et économie solidaire), l'élevage (introduction de nouvelles plantes fourragères telles que l'herbe à éléphant et la pastèque, y compris la pratique de santé et la nutrition des animaux), au processus alimentaire pour des aliments à faible consommation énergétique (fruits, légumes, fromage sec – produits à base d'énergie solaire), au tourisme à base communautaire (gastronomie locale, logement familial fait avec de la matière première locale)

A São Vicente poursuit le présentateur, l'accent porte surtout sur le travail réalisé sur la base de recherche appliquée par l'institut supérieur (M_EIA).

Il ressort les domaines de *design* d'équipements de production (technologies vertes), de déshydratants solaires (fruits, légumes, viandes et poisson), autres équipements (cuisinière à jet, fumeur de viande et poisson...) conception du logement durable, *design* alimentaire (*food design*). La formation supérieure, à son tour, a créé des *designers*, des artistes (arts visuels), des architectes et des entrepreneurs civils.

Les recherches et les publications font aussi partie du travail de ces deux institutions associées. Entre 1983 et 1987, il y a eu la participation dans la revue Ponto e Vírgula, y compris la publication d'un Manuel de Base de Construction. D'autres travaux ont également l'objet de publication scientifique dans le domaine de l'architecture durable, soit pour le pays (Cabo Verde) ou pour l'Angola, Mozambique et Guinée Bissau.

Thème: Promouvoir l'Emploi Jeune

Présentatrice: Jussara de Matos, Coordinatrice de l'Unité de Gestion de l'Emploi de l'IEFP

Développement du thème

L'intervenante replace sa présentation dans son contexte en rappelant quelques données statistiques importantes sur la population et la jeunesse et le marché du travail.

Elle commence en mettant l'accent surtout sur la nécessité de prêter attention à certains concepts : employabilité, compétences.



Avec une population des îles d'environ 500.000 habitants, il souligne le fait que 54% de la population nationale est jeune, avec un âge inférieur à 24 ans et les jeunes entre 15 et 19 ans représentent la composante principale de la population.

Parler de l'emploi jeune implique parler du marché du travail, défend la présentatrice.

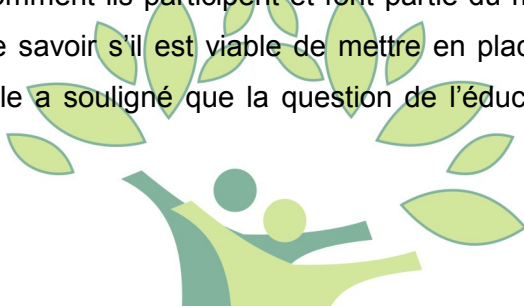
Le marché du travail a une population active de 182.000 habitants, avec un taux d'occupation de 54,3%, en milieu urbain. Concernant le profil de cette population active, les données disent que 54,4% sont des hommes. La moyenne d'âge de cette population est de 37 ans et avec 8 ans de scolarité de base. Le secteur tertiaire est le domaine qui offre le plus d'emplois aux personnes (59% de salariés) et le tourisme le plus moteur de l'économie du Cabo Verde.

La présentatrice souligne que, bien que l'économie ait augmenté dans notre pays, elle est encore insuffisante pour absorber la main d'œuvre disponible sur le marché. C'est dans cette ligne de pensée que l'on se rend compte que le chômage est structurel. Le taux annuel est de 15,8%. Pour la tranche d'âge de 15 à 24 ans, ce pourcentage est de 35,8%. 34,8% sont des jeunes chômeurs de longue durée, ou soit n'ont pas de travail depuis au moins un an (moyenne de 16,8 mois en dehors du marché du travail).

Il s'agit, donc, d'une situation qui exerce une forte pression sur les ressources sociales du pays et qui implique également une nouvelle approche, de réfléchir sur ce que devraient être les nouvelles politiques à adopter (l'accent sur les domaines de l'éducation, l'emploi, la formation professionnelle et la santé) avance Jussara Matos.

En ce qui concerne le thème d'emploi vert et sa relation avec la jeunesse, la présentatrice affirme que Cabo Verde n'est pas indifférent aux questions climatiques mondiales et, par conséquent, elle estime que les emplois verts devraient permettre d'améliorer la vie des jeunes. Elle précise également qu'il n'existe pas, à ce stade, de données statistiques sur les emplois verts dans le pays, et il y a des défis à relever si nous atteignons nos objectifs. Il est nécessaire d'avoir des données pour savoir où aller, poursuit-elle.

Elle propose des défis et questionne sur ce que les innovations peuvent être faites dans l'éducation afin que les jeunes soient recrutés dans les secteurs verts ? Ces emplois, outre le fait d'être verts, doivent effectivement apporter un soutien aux jeunes, améliorer leur qualité de vie. Elle admet que les compétences doivent être transférables (reconnues et partagées). Elle interroge sur le problème des jeunes sans qualification et sans emplois et comment ils participent et font partie du marché du travail. Un dernier défi qu'elle lance est de savoir s'il est viable de mettre en place une politique de recrutement pour les jeunes ? Elle a souligné que la question de l'éducation est également importante et ne peut, donc,



être exclue (informer sur les nouvelles professions et compétences que le secteur de l'économie verte pourra faire).

Elle conclut en disant qu'il s'agit d'un nouveau thème, complexe, stimulant et qui doit faire partie de l'agenda public, car on ne peut pas parler de la promotion de l'emploi sans parler des politiques macro-économiques.

Thème: Emplois verts, questions de genre et tourisme durable

Présentatrice: Talina Pereira Silva, Presidente de l'Institut Capverdien de l'Egalité et Equité du Genre, ICIEG

Développement du thème

Elle introduit le thème en défendant l'idée que le thème sur les emplois verts n'est pas totalement nouveau. Elle rappelle qu'il existe déjà de nombreuses institutions privées et ONG qui ont travaillé ce thème. Il doit être abordé en termes de politiques publiques en profitant de tout le savoir-faire et la dynamique que la société civile a entrepris à cet égard.

Elle fait référence à l'importance du concept d'emploi vert, en particulier concernant la problématique de l'égalité et l'équité de genre. Ces emplois promettent un triple dividende : les entreprises durables, la réduction de la pauvreté et une récupération économique, centré sur l'emploi, un diagnostic des besoins spécifiques des hommes et des femmes, ce qui contribuera certainement à la création de postes de travail spécifiques.

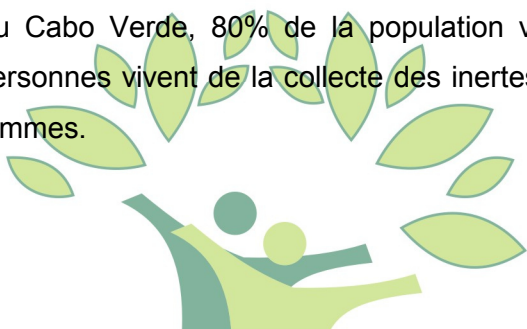
Ces emplois verts, dans des économies émergentes comme la nôtre, offrent des opportunités de travail principalement à une partie importante de la couche de la population fragile comme les jeunes, les femmes ou les agriculteurs.

L'OIT prévoit que les emplois verts pourraient amener 1,5 milliards de personnes à dépasser le seuil de pauvreté, mais ce développement dépendra, enfin de compte de la qualité de ces emplois.

Il y a, donc, des défis à relever: la prévention de la détérioration des ressources naturelles qui menacent le présent et l'avenir des générations.

Ce fait/défi est clairement lié à la réalité du Cabo Verde.

Au Cabo Verde, 80% de la population vit sur les flancs des collines et de nombreuses personnes vivent de la collecte des inertes. Une grande partie de ce travail est faite par les femmes.



Nous demandons donc: quelles politiques devons –nous choisir si nous voulons un tourisme durable?

“L'égalité entre les hommes et les femmes et la durabilité de l'environnement, dans le contexte du changement climatique, en articulation avec les emplois verts, vise à mieux intégrer la question de l'égalité entre les sexes et de l'autonomie des femmes dans une stratégie de planification et de développement local qui soit holistique et inclusive. (...) prenant en compte les spécificités des hommes et des femmes, en particulier dans le contexte capverdien, où les femmes sont celles qui pratiquent des activités considérées comme étant de l'emploi vert (ex. recyclage, artisanat, transformation de produits alimentaires, etc.) ». Citation complète de la présentatrice.

Quelques données statistiques pour la réflexion:

- 33% des femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté contre 21% ;
- Le travail est une source de revenu pour 35% des femmes contre 51% des hommes;
- 22,5% considèrent le travail comme étant un obstacle aux responsabilités familiales contre 4% des hommes ayant la même lecture ;
- Le travail rémunéré et non rémunéré des femmes est de 62% de tout le travail réalisé au Cabo Verde;
- 43,7% des femmes n'ont pas de revenu;
- 20% des femmes ont révélé être victimes de violence conjugale, dans une enquête faite en 2005.

Ce sont des indicateurs qui font appel à des politiques d'urgence pour une égalité rapide et efficace des sexes, en vue d'un développement durable, soutient la présentatrice. Elle appelle à l'action concertée de synergies entre les différents secteurs de développement du pays (publics, privés, de recherche, entre autres), pour l'intégration de la question de l'égalité de genre.



Thème: Innovation Technologie Verte

Présentateur: Adriano Cruz, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce de Barlavento /Association Entrepreneuriale

Développement du thème

L'ingénieur Adrian Cruz commence par poser et répondre à la question: *quelles voies pour Etat comme le Cabo Verde?*

Il fait quelques considérations importantes en soutenant la nécessité de politiques intégrées où le gouvernement devrait être le levier. Des politiques qui devraient être propice aux plans et programmes spécifiques.

Il demande une implication claire du secteur privé avec les entreprises qui ont besoin de temps pour traiter les instruments juridiques.

Il mise sur l'entrepreneuriat, l'innovation et la créativité. Il faut donc former les ressources humaines, organiser les instruments financiers (créer des fonds de tourisms, taxe écologique) ou changer la législation actuelle (les deux centres créés et agréés au CV en 2012 n'ont pas l'opportunité de s'émanciper à cause des politiques, clarifie-t-il.

Comme résultat positif au niveau national, il donne l'exemple de l'entreprise Frescomar qui résulte de la rationalisation de la production industrielle (utilisation ou valorisation des déchets qui a donné des résultats du point de vue du travail décent direct, mais aussi à travers de ce premier investissement, il a noté que le promoteur a réussi à réinvestir dans d'autres domaines).

Il souligne une fois de plus le besoin d'avoir un service de certification.

Le modérateur António Querido a lancé quelques questions pour le débat:

- Quels secteurs prioritaires pour l'évolution et la promotion d'une économie verte au Cabo Verde?
- Quelles structures pour une économie verte au CV?



Réponses/suggestions et commentaires:

Après le débat, nous mettons en évidence les principales idées.

Il existe des leçons qui doivent être transmises aux générations plus jeunes. Pour cela, Il faut un entraînement, un *coaching* auprès des cadres consacrés (il existe déjà des expériences appliquées qui peuvent être capitalisées) ;

- Que plus des stratégies de travail pour les femmes rurales soient définies ;
- Etablir des mécanismes de certification (avoir des partenaires de certification et d'emplois avec des labels verts)
- Avoir une éducation environnementale transversale, non seulement dans l'enseignement formel;
- Prendre en compte la question de l'égalité de genre;
- Valoriser le capital humain;
- Avoir des politiques orientées vers les compétences.



VI. SÉANCE DE CLÔTURE

Lors de la session de clôture présidée par Dr. Bernardino Lucas, Président de la Chambre de Commerce de Barlavento / Association commerciale, ont également participé les représentants de l'OIT, Dr. Cheikh badiane et Dr. Vargas Melo, Président de l'IEPF.

Au Président de l'IEFP, il lui revient la responsabilité d'apporter les considérations; les recommandations générales de la conférence et qui seront lues au chapitre VII.

Dr. Cheikh Badiane a proféré quelques mots pour exprimer sa satisfaction envers les résultats de l'évènement. Il met l'accent qu'il existe un apprentissage mutuel.

Des questions importantes ont été abordées pour le présent et l'avenir du pays. Il a souligné que la création des emplois verts serait nécessairement une voie possible pour le futur.

D'autres éléments qu'il souligne comme importants sont la nécessité d'investir dans les compétences et la capitalisation des pratiques.

Il met également en relief le rôle du dialogue social pour minimiser les conflits résultant des changements

Enfin, il estime que l'agenda permettra dans le futur de rationaliser les avantages de l'économie et de l'emploi vert.

Monsieur Belarmino Lucas a pris la parole pour clôturer officiellement la Conférence.

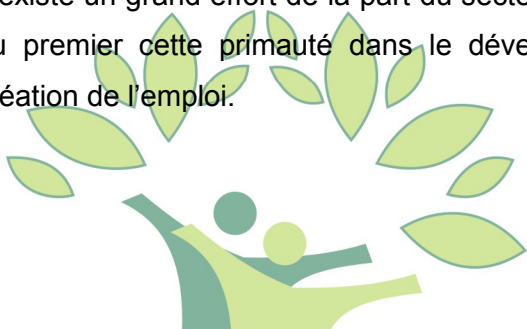
Il commence par féliciter l'organisation pour cette initiative, car il s'agit d'une question cruciale pour le Cabo Verde. En premier lieu, parce qu'il s'agit de l'emploi et en deuxième place, l'emploi vert, parce que nous parlons de durabilité de l'économie du pays et d'une perspective plus globale de la durabilité de notre planète.

Cette question, pour le Cabo Verde, a une importance encore plus grande parce que l'emploi est essentiel pour le pays.

Le taux de chômage national est très élevé, mais le panorama est différent d'une île à une autre. São Vicente détient le niveau de chômage plus élevé que les autres îles de l'archipel.

Monsieur Lucas attire l'attention sur le secteur privé, qu'il croit avoir de grandes responsabilités. C'est lui qui devrait créer des emplois admet-il.

Il existe un grand effort de la part du secteur privé, mais aussi à l'Etat dans le but de donner au premier cette primauté dans le développement de notre économie et donc dans la création de l'emploi.



Cette question de l'emploi (vert) se révèle être extrêmement difficile parce qu'il s'agit d'un pays avec une grande nécessité de création de postes de travail, et cela signifie que nous devons fortement miser dans les domaines, les secteurs de l'activité avec un grand potentiel de création d'emploi (il souligne les secteurs tels que le tourisme, l'industrie, l'économie maritime et l'agro-industrie).

Mais tout cela apporte des défis, car les effets produits par ces facteurs sur l'environnement sont grands. C'est notre drame. Nous ne pouvons pas passer sans ce pari sur ces mêmes secteurs. Par conséquent, Mr. Belarmino soutient qu'il faut trouver un équilibre, un point convivial entre ces besoins en matière d'emplois et la durabilité de ces mêmes emplois du point de vue des emplois verts.

Il finit en disant que la conférence a donné une grande contribution pour réfléchir sur les grands thèmes en termes d'Agenda Vert.

“Cabo Verde n'a pas le choix, Nous devons continuer notre chemin en relation à la durabilité dans tous les domaines. Cette union de synergies, cette collaboration nécessaire entre le secteur privé et le secteur public sont essentielles pour atteindre cet objectif qui est indispensable » conclut-il.



VII. CONSIDERATIONS, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

A. Cadre général

La Conférence Nationale sur les Emplois Verts: Voies vers un futur durable a eu lieu le 24 juillet, à Mindelo. Elle vise sensibiliser et renforcer les connaissances des décideurs politiques nationaux, les techniciens, les professionnels et d'autres intervenants intéressés des secteurs publics, privés et de la société civile afin de promouvoir activement et à travers le développement de politiques et stratégies, d'économies durables sur le plan environnemental et de promouvoir l'intégration sociale.

La conférence s'est déroulée autour de quatre principales étapes, à savoir:

1ère Etape

- Emplois Verts et Travail Décemment – définition et approches pratiques
- Le potentiel de l'économie verte dans la création d'emplois au Brésil : quelles compétences, quels défis et opportunités

2ème Etape

- Emplois verts et autonomisation économique des femmes
- Energies Renouvelables : Cabo Verde un cas de succès

3ème Etape

- Les emplois verts dans les pays à des stades différents de développement : exemples dans certains secteurs économiques

4ème Etape

- Dialogues Nationaux : la construction d'un agenda pour une économie Verte
 - L'entrepreneuriat vert
 - Promouvoir l'emploi jeune
 - Emplois verts, questions de genre et tourisme durable
 - Innovation verte



B. CONSIDERATIONS

Les principales considérations suivantes ont été faites lors des interventions et réflexions :

1. Nécessité d'améliorer la qualité de vie des personnes, dans la composante environnementale en promouvant un changement dans les modes de consommation.
2. La pratique du bon exemple peut être décisive dans le changement de comportements, dans le contexte d'une économie verte.
3. Les interventions en relation à la transition vers une économie verte ne doivent pas être que des tâches, et exclusive, des ministères chargés de l'environnement parce que l'économie verte n'est pas, en absolu, un synonyme de l'environnement, faisant ainsi appel à l'intégration du concept.
4. Pour avoir une économie verte, des secteurs écologiques et un niveau de 100% d'énergies propres, il faut prendre en compte, lors du processus de la planification respective, l'approche genre, l'autonomisation des femmes et une forte composante dans la lutte contre la pauvreté.
5. Il faut miser dans les processus de production plus propres « en écologisant » les secteurs économiques et les entreprises qui proposent déjà des emplois décents.
6. L'Etat devra jouer un rôle de chef de file dans la promotion de l'économie verte, en créant des conditions afin que la société civile et le secteur privé participent et changent leurs comportements.



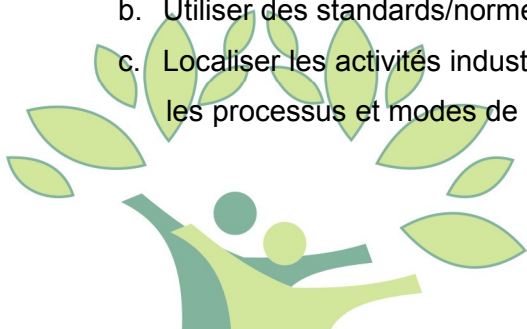
C. RECOMMANDATIONS

Les principales recommandations de la conférence sont les suivantes:

1. Mettre en œuvre des étiquettes vertes et labels alignés avec la politique environnementale certifiée en vue de répondre à plus grande exigence du consommateur mondial. Implementar etiquetas verdes e rótulos alinhados à política ambiental certificada com vista a responder a uma maior exigência do consumo mundial.
2. Promouvoir des investissements en matière de recherche innovatrices pour répondre aux nécessités d'emplois verts.
3. Introduire de manière plus explicite, dans le concept d'économie verte, la dimension comportementale et attitudinale dans les sphères d'action les plus variées, depuis de simples pratiques quotidiennes aux mesures administratives et politiques.
4. Encourager un dialogue créateur de politiques cohérentes et de programmes effectifs qui conduisent à des nouvelles pratiques et de nouvelles cultures avec plus de conscience écologique, plus durables et humaines.
5. Adopter une position plus propice aux bonnes pratiques environnementales en créant des édifices, écologiques et énergétiquement, durables qui consomment et encouragent la consommation de produits amis de l'environnement, principalement par l'Etat, mais aussi par le secteur privé et la société civile.
6. Introduire l' « éducation environnementale » à tous les niveaux de l'enseignement afin de mieux préparer le pays à une économie verte.
7. Structurer le système statistique permettant l'évaluation de l'impact de l'économie verte dans la création d'emplois et la ventilation des données par sexe.
8. Connaître la position des femmes dans les chaînes de valeur dans chacune des activités où on veut dynamiser un emploi vert.
9. Créer un fond pour la promotion de la création d'emplois verts.



10. Mettre un accent particulier sur la dimension sociale compte tenu des opportunités d'intégration dans le marché du travail des dits exclus du marché.
11. Incorporer dans l'analyse des politiques publiques des dimensions de genre pour chaque activité économique potentielle pour créer des emplois verts dans le pays.
12. Promouvoir une actualisation du Catalogue National des Professions en introduisant la dimension verte.
13. Créer des mécanismes de compensation pour les activités économiques qui doivent suspendre leurs activités saisonnières pour la protection de l'environnement – exemple: assurance pour la période de protection/pêche.
14. Changer le code des bénéficiaires fiscaux en introduisant des incitations pour l'économie verte en vue de promouvoir une économie verte et de créer plus et de meilleurs emplois.
15. Miser sur la production, la régulation, le transport et le stockage des énergies renouvelables en vue d'atteindre l'objectif des 100% d'énergies renouvelables d'ici 2020, en commençant des tests pilotes, graduels par île.
16. Promouvoir le processus d'étiquetage des équipements lancés sur le marché afin de connaître la consommation de chacun.
17. Encourager les hôtels à utiliser les énergies renouvelables, comme par exemple des chauffages solaires.
18. Investir davantage dans les sources d'énergie éolienne au détriment de source photovoltaïque en tenant compte du fait qu'elle nécessite une grande disponibilité d'eau.
19. Adopter des politiques pour promouvoir l'économie verte à quatre niveaux : (i) production; (ii) commerce; (iii) technologie; et (iv) financier, à savoir:
 - a. Utilisation efficace des ressources
 - b. Utiliser des standards/normes pour promouvoir la fabrication verte
 - c. Localiser les activités industrielles dans les parcs éco-industrielles. Différencier les processus et modes de production afin de réduire l'importation de produits



à faible PPM et de promouvoir/encourager l'exportation de produits ayant un PPM élevé.

20. Utiliser des contraintes environnementales pour la sélection des Investissements Directs Etrangers dans les instruments financiers (prêts, fonds de risque), les impôts et les primes.

Entre autres...

D. CONCLUSIONS

Les communications et les débats ont été instructifs et fructueux, menant aux principales conclusions suivantes :

1. Effectuer une analyse des potentialités de création des emplois verts et de qualité dans le pays, établir une stratégie nationale pour sa promotion et élaborer, de manière concertée, un cadre de référence pour tous les acteurs directement liés au processus.

2. Créer des conditions pour répondre aux nécessités de formation ou de reconversion résultant des changements structurels liés à l'écologie, aux nécessités liées à l'émergence de nouvelles professions, de nouvelles catégories de compétences et de qualifications afin d'offrir des professionnels qualifiés pour opérer un changement effectif social et environnemental.

3. Promouvoir l'adoption de politiques, d'incitations, d'éducation, de qualification et d'information avec une forte participation des institutions publiques et privées, de représentants des employeurs et des travailleurs, des universités et d'autres acteurs directement impliqués.

4. Adopter des politiques efficaces de soutien aux entreprises en vue de développer des initiatives pour promouvoir une plus grande durabilité environnementale dans les domaines comme la construction civile, l'agriculture, l'énergie, la fabrication de produits de pêche, le recyclage et la commercialisation de déchets solides, entre autres.

5. Promouvoir l'égalité des sexes et la croissance verte grâce à des politiques et des incitations pour des entreprises vertes, incorporant toujours la perspective du genre



dans tous les secteurs, dans la promotion d'innovation, l'accès aux marchés et au financement et dans les opportunités d'affaires.

6. Construire un Agenda pour l'Emploi Vert au Cabo Verde, à la lumière des recommandations de l'OIT, visant la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans une perspective de cohésion sociale, travail décent, d'égalité des sexes, d'utilisation de technologies plus propres, de réduction de la pollution industrielle, baisse de la consommation, promotion d'énergies renouvelables et le développement d'une agriculture plus écologique avec moins de consommation d'eau, de terre et plus productive.



VIII. BIBLIOGRAPHIE

MENEGUIN, Fernando B. (2012) Emprego verde e inclusão social. Brasília, Senado Federal

MUÇOUÇA, Paulo Sérgio (2009) *Empregos Verdes no Brasil: quantos são, onde estão e como evoluirão nos próximos anos*, Organização Internacional do Trabalho, Brasil

KON, Aníta, R.S. SUGAHARA, Claudemir (2012) *Sustentabilidade e Empregos Verdes no Brasil*, APPRIS

PRATA - DIAS, G., RAMOS, T.B., PIPIO, A., FUENTES, A., VALENTE, S. (2009). *Estudo sobre Empregos Verdes em Portugal*. Estudo elaborado pelo CEEETA-ECO e pela Faculdade de Ciências e Tecnologia da Universidade Nova de Lisboa para o Gabinete de Estratégia e Planeamento do Ministério do Trabalho e da Solidariedade Social. Lisboa

Webgrafia:

<http://www.agendasustentabilidade.com.br/sustentabilidade/agenda-sustentabilidade/empregos-verdes-saiba-o-que-sao-e-onde-estao>, consulté le 7 août 2015

<http://www.trabalhosfeitos.com/ensaios/Resumo-Emprego-Verde/44592916.html>, consulté le 7 août 2015

<http://www.unep.org/ecosystemmanagement/>, consulté le 7 août 2015

http://www.cisaas.uevora.pt/download/textos/EmpregosVerdes_versao%20final.pdf, consulté le 7 août 2015



IX. ANNEXE



Annexe 1
Note conceptuelle

CONFERÊNCIA NACIONAL
"EMPREGOS VERDES:
CAMINHOS PARA UM
FUTURO SUSTENTÁVEL"

24 de Julho de 2015
Cidade de Mindelo



PAENCE/CV

NOTA CONCEPTUAL

NOTE CONCEPTUELLE

1. CADRE GÉNÉRAL

Cette conférence s'inscrit dans le cadre du Programme d'Appui à la Stratégie Nationale de Création d'Emploi au Cabo Verde – PAENCE/CV, mis en œuvre conjointement par le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines du Cabo Verde, l'Organisation Internationale du Travail – OIT et le Programme des Nations Unies pour le Développement – PNUD, avec l'appui financier de la Coopération Luxembourgeoise.

2. CONTEXTE

Les préoccupations relatives à l'environnement et la durabilité et leurs implications pour le marché du travail sont de plus en plus reconnues dans les différents forums internationaux dédiés aux thèmes du développement. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ONU ; 2000), ou la Stratégie Européenne pour le Développement Durable (EC ; 2006), la 102 Conférence Internationale du Travail (OIT ; 2013), et plus récemment les Objectifs du Développement Durable (ONU ; 2015) reflètent l'importance actuelle et future de l'environnement et du développement durable dans les normes d'accès à l'emploi et à la durabilité.

En effet, l'emploi vert, n'étant pas un concept nouveau, (ré) émerge dans le discours politique international, non seulement dans la perspective du secteur de l'environnement comme source d'emploi, mais intégré dans une dynamique de transition plus vaste vers une économie durable ou économie verte. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les emplois verts sont des emplois décents qui contribuent à préserver, restaurer et améliorer la qualité de l'environnement, en réduisant la consommation d'énergie, des matières premières et d'eau. Cela limite ainsi les émissions de gaz à effet de serre, en réduisant le gaspillage et la pollution, en protégeant et restaurant l'écosystème et en s'adaptant au changement climatique.

Les défis socio-économiques, l'instabilité dans le prix de l'énergie et des produits alimentaires, les pressions sur l'environnement, y compris le changement climatiques, l'épuisement des ressources naturelles et la perte de la biodiversité et des services de l'écosystème, nous poussent à une approche de développement plus durable et une économie plus verte. Cette transition nécessaire implique des changements dans les normes de développement et affecte de plus en plus le monde du travail.



3. APPROCHE BASÉE SUR LES EMPLOIS VERTS

Le développement durable repose sur une analyse équilibrée des objectifs sociaux, économiques et environnementaux visant la prise de décisions publiques et privées. Bien que les gouvernements reconnaissent de plus en plus que la création de postes de travail dans des conditions dignes est essentielle pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, l'intégration de la composante environnementale dans les programmes socio-économiques se trouve encore dans un état précoce.

A cet égard, l'OIT reconnaît et souligne que la promotion du travail décent dans l'économie verte est le moteur de la croissance économique durable, assure un environnement durable, promeut l'équité sociale et concilie tous ces éléments. Le concept d'emplois verts résume la transformation des économies, des entreprises, des lieux de travail et des marchés du travail pour une économie durable avec de faibles émissions de carbone fournissant un travail décent.

4. APPROPRIATION NATIONALE

Le Cabo Verde n'est pas indifférent à cette problématique. Ce thème est consacré dans les principaux instruments stratégiques de notre pays, en plus d'un certain nombre d'initiatives alignés sur la création d'une économie verte. L'exemple de cela est l'extraordinaire progrès réalisé en matière d'énergie, ce qui fait que le Cabo Verde est considéré comme étant le pays qui a le plus progressé, en moyenne, dans l'utilisation de l'énergie éolienne selon le Conseil Mondial de l'Energie Eolienne.

Cependant, la situation économique, sociale et environnementale actuelle exige beaucoup plus, en particulier, une discussion plus large des propositions et des idées qui peuvent contribuer à construire une vision commune globale sur les « les voies d'un avenir durable », ainsi que des recommandations relative à l'action des différents acteurs dans la mise en œuvre de cet avenir et dans la construction d'un agenda pour les emplois verts.

5. OBJECTIFS

L'objectif de cette Conférence Nationale est de sensibiliser et de renforcer les connaissances des responsables politiques nationaux, des techniciens, des professionnels et autres parties intéressées des secteurs publics et privés afin de promouvoir activement et grâce au développement de politiques et stratégies, des économies durables sur le plan environnemental et de promouvoir l'intégration sociale.



Les objectifs spécifiques sont les suivants:

- a) Acquérir plus de connaissances sur le concept d'emplois verts, sa pertinence et son application dans le cadre de l'Agenda du Travail Décent et du Développement durable;
- b) Améliorer la capacité d'analyse des possibilités, des défis et des opportunités afin de promouvoir une économie verte propice à l'intégration ;
- c) Comprendre les défis de l'expansion des emplois verts et de leur contribution au développement local, régional et national;
- d) Connaître les pratiques et les expériences menées dans les différents secteurs;
- e) Profiter des espaces de discussion et de débat pour la construction d'idées qui peuvent contribuer à l'élaboration d'un Agenda National pour la création d'emplois verts.

6. DÉVELOPPEMENT

- Séance d'ouverture présidée par son Excellence la Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines
- Présentation et débat des thèmes suivants:

Matin

- **Emplois verts et Travail décent – Définition, concepts et approches pratiques**, Alice Vozza, ITC ILO, Turin
- **Le potentiel de l'économie verte dans la création des emplois au Brésil : quelles compétences, quels défis et opportunités**, Paulo Sérgio Muçouçah, Coordinateur du Programme d'Emplois Verts et du Travail décent au Brésil, OIT/Brésil
- **Emplois verts et autonomisation économique des femmes**, Daniela Alarcon - UNIFEM
- **Energies Renouvelables: Cabo Verde un cas de succès**, Anildo Costa, Directeur Général de l'Energie

Après midi

- **Les emplois verts dans les pays à des stades différents de développement: exemple dans différents secteurs économiques económicos**, Alice Voza et Paulo Sérgio Muçouçah - OIT et Rui Levy - ONUDI
 - Table ronde – Dialogues nationaux : la construction d'un Agenda pour une Économie Verte
 - **L'Entrepreneuriat Vert** ;, Leão Lopes, Député National et professeur à l'Institut Universitaire des Arts
 - **Promouvoir l'Emploi Jeune**, Jussara Matos, Coordinatrice de l'Unité de Gestion de l'Emploi de l'IEFP
 - **Emplois verts, questions de genre et tourisme durable**, Talina Pereira, Présidente de l'Institut Capverdien de l'Egalité de Genre (ICIEG)
 - **Innovation Technologie Verte**, Adriano Cruz, Secrétaire général de la Chambre de Commerce de Barlavento / ecretário-Geral da Câmara do Comércio de Barlavento / Association des Entreprises
- Séance de clôture

7. DATE ET LIEU

La Conférence aura lieu le 24 juillet, à S. Vicente, dans la salle de conférence de la Chambre de Commerce de Barlavento – Association des entreprises (à côté de l'hôtel Mindel Hotel).

8. PROFIL DES PARTICIPANTS

Les décideurs politiques, les représentants des services centraux et décentralisés de l'Etat, des organisations des employeurs et des syndicats, de la société civile organisée, des universités et du secteur privé.



9. DOCUMENTS D'INTÉRÊT

http://www.ilo.org/public/portugue/region/eurpro/lisbon/pdf/cit102_rel5_desenvolvimento_empregosverdes.pdf

http://www.unep.org/green economy/Portals/88/documents/ger/GER_synthesis_pt.pdf

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2014_2019/documents/empl/pr/1052/105288/105288pt.pdf

<http://www.onu.org.br/docs/gsp-integra.pdf>



Annexe 2 Programme

PROGRAMA	
08H00	Inscrição e recepção dos participantes
08H30 - 09H10	Sessão de abertura presidida por SE a Ministra da Juventude, Emprego e Desenvolvimento de Recursos Humanos, Senhora Janira Hopffer Almada
09H15 – 09H45	Empregos Verdes e Trabalho Decente – definição e abordagens práticas , Alice Voza, ITC ILO, Turin
09H45 – 10H15	O potencial da economia verde na criação de empregos no Brasil: que competências, que desafios e oportunidades , Paulo Sérgio Muçouçah, Coordenador do Programa de Empregos Verdes e Trabalho Decente no Brasil, OIT/Brasil
10H15 - 11H00	Debate Moderador: Nuno Ribeiro, Director do Serviço de Gestão de Recursos Naturais, Cabo Verde
11H00 - 11H15	Pausa para café
11H15 – 11H35 11H35 - 11H55	Empregos verdes e empoderamento económico das Mulheres , Daniela Alarcón, UNIFEM Energias Renováveis: Cabo Verde um caso de sucesso , Anildo Costa, Director Geral da Energia
12H00 - 13H00	Debate Moderadora: Alcídia Alfama, Consultora Económica Centro de Políticas Estratégicas – CPE
13H00 - 14H15	Almoço (gentileza da organização)
14H15 - 15H00 15H00 – 15H40	Os empregos verdes nos países em diferentes estádios de desenvolvimento: exemplos em alguns sectores económicos , Alice Voza, OIT e Rui Levy, ONUDI Mesa redonda - Diálogos nacionais: A construção duma Agenda para uma Economia Verde Apresentadores: • O Empreendedorismo Verde, Leão Lopes, Deputado Nacional e docente no Instituto Universitário da Arte • Promovendo o Emprego Jovem, Jussara Matos, Coordenadora da Unidade de Gestão do Emprego do IEFP • Empregos verdes, questões de género e turismo sustentável, Talina Pereira, Presidente do instituto Cabo-verdiano da Igualdade do Género (ICIEG) • Inovação Tecnológica Verde, Adriano Cruz, Secretário-Geral da Câmara do Comércio de Barlavento / Agremiação Empresarial
15H40 - 16H40	Debate Moderador: António Querido, Chefe da Unidade de Ambiente e Desastres Naturais - PNUD
17H00	Sessão de encerramento



Annexe 3

Discours

Discours de Son Excellence Madame la Ministre de la Jeunesse, de l'emploi et du développement des Ressources Humaines – Janira Hopffer Almada

Excellence Madame la Représentante du système des Nations Unies,

Excellence Monsieur le Chargé des Affaires de l'Ambassade du Luxembourg,

Mesdames et messieurs les Députés

Très chers conférenciers, modérateurs, dirigeants des Services de l'Etat, des Associations des employeurs, des Travailleurs et des Organisations non gouvernementales

Mesdames et messieurs

C'est avec un très grand plaisir que je me trouve à Mindelo pour ouvrir cette première Conférence nationale consacrée aux emplois verts

Au niveau mondial, nous vivons un moment de grands changements et d'une amplitude dépassant tout ce que nous avons connu à ce jour, il est facile de dessiner une image sombre de cette époque : la crise économique et financière qui augmente la vulnérabilité de nombreux pays en voie de développement, les changements climatiques augmentent l'insécurité alimentaire et surtout les incompréhensions persistantes qui affectent la paix sont des réalités incontestables.

Cependant, il y a toujours de l'espoir, le rêve d'un monde conscient de ses limites, capable de choisir de nouveaux modèles économiques, de production et de consommation qui ne soient pas destructeurs.

Il y a de nombreuses évidences de la voie à suivre, un nouveau paradigme économique, dans lequel la richesse matérielle n'est pas nécessairement obtenue au détriment d'un risque accru pour l'environnement, les pénuries écologiques et les disparités sociales

Chers invités

Le gouvernement du Cabo Verde n'a pas ménagé ses efforts pour mettre en œuvre des politiques et des mesures dans les différents secteurs visant un cadre stratégique pour la croissance et la lutte contre la pauvreté et le chômage comme une des priorités absolues. Ceci est l'objectif principal des instruments importants tels que le DCRP, le Pacte national



pour l'emploi, la politique nationale de protection sociale, le Programme de Nouvelles Opportunités, le Fonds National pour l'Emploi et la Formation, la Charte de Politique Intégrée de l'Education, la formation et l'emploi, pour ne citer que quelques-uns.

Parallèlement, nous ne pouvons pas passer sous silence les questions transversales présentes dans tous les domaines stratégiques du Programme du Gouvernement, tels que l'équité de genre, la jeunesse, l'emploi et la lutte contre la pauvreté.

Lors de cette conférence nationale, la réflexion portera sur les emplois verts et le développement durable. Ceci est, en effet, un grand objectif. Il est tout à fait clair que le modèle économique actuel consomme les ressources naturelles à un rythme incompatible avec son renouvellement, avec des conséquences inestimables au moyen et long terme. C'est de cette manière que l'économie verte se présente comme l'une des meilleures solutions disponibles pour atteindre une croissance économique durable, en tenant compte des problèmes sociaux.

En effet, l'économie verte est un levier essentiel sur lequel notre pays devra s'appuyer pour atteindre les objectifs de développement durable. Définie comme une économie à faible émission de carbone, efficient en termes d'énergie et d'un fort impact social, l'économie verte a une forte dimension sociale qui se traduit par la promotion des emplois verts, propose de nouvelles technologies propres, la réduction de la pollution industrielle, de faible consommation, promeut les énergies renouvelables et le développement d'une agriculture plus écologique qui consomme moins d'eau et de la terre, mais plus productive.

Mesdames et messieurs

Les emplois verts apparaissent aussi comme de réelles opportunités en termes de cohésion sociale et de travail décent, car ils sont susceptibles de contribuer à l'intégration dans le marché du travail des exclus. De plus, dans le contexte de la crise économique et écologique, ils représentent l'espoir de concilier la protection de l'environnement et la lutte contre le chômage, deux problèmes majeurs de l'économie moderne.

Cependant cette aspiration nécessite une grande préparation. Nous allons devoir faire une analyse des potentialités de création d'emplois verts et de qualité dans notre pays, établir une stratégie nationale pour la promotion et élaborer, de manière concertée, un cadre de référence pour tous les acteurs directement liés au processus.



Nous prévoyons qu'il y aura aussi une transformation des emplois existants. Il est vrai que le travailleur actuel qui travaille dans le secteur de la construction civile fera le même travail dans l'avenir, mais il aura besoin de connaissances supplémentaires pour rendre nos maisons plus écologiques. La même chose se produira dans d'autres secteurs de l'économie: l'agriculture, l'industrie, le transport, en passant par nos institutions de formation et d'emploi.

En conséquence, de nombreux défis se poseront. Nous devons répondre aux besoins de formation ou de reconversion résultant des changements structurels liés à l'écologie ; aux besoins liés à l'apparition de nouvelles professions; de nouvelles catégories de compétences et de qualifications.

Avec tout cela, nous dirions que, pour le succès de l'économie verte, il faudra une bonne combinaison de politiques, d'incitations, de l'éducation, de la formation et de l'information. Cette transition nous interpelle tous et exige surtout une action concertée pour soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, mais basée sur l'éradication de la pauvreté, la promotion de la production et la consommation durables, la protection et la gestion des ressources naturelles intégrées.

Je suis ravie de la forte participation à cette conférence des représentants des travailleurs, des employeurs, des universités et des institutions publiques et privées. Je suis sûre qu'il s'agit d'un premier pas vers la coopération visant une économie plus verte et de nombreux nouveaux emplois et je voudrais saisir cette occasion pour lancer un appel fort à tous de se joindre au gouvernement pour mettre en œuvre des initiatives et des actions susceptibles d'encourager la promotion et la création d'emplois dans notre pays.

Mesdames et messieurs

Permettez-moi de vous dire que notre plus grand défi est d'être capable, dans un horizon pas trop lointain, de créer des milliers d'emplois verts, contribuant ainsi à réduire au minimum les problèmes économiques, environnementaux et sociaux.

Avant de conclure, nous tenons à réitérer notre gratitude à tous les partenaires qui ont investi techniquement et financièrement pour cette conférence nationale ait lieu. Je me réfère en particulier à l'Organisation des Nations Unies et à la Coopération luxembourgeoise.



Nous remercions, également, les experts et les conférenciers qui ont accepté de partager avec nous leurs connaissances et leur expérience dans ce domaine.

Avec ces mots, je déclare ouverte la Conférence nationale sur les emplois verts: voies pour un avenir durable.

Je vous souhaite tous une excellente journée le travail et vous remercie de votre attention.



CONFERENCE NATIONALE SUR LES EMPLOIS VERTS: LES VOIES D'UN AVENIR DURABLE

Mindelo, 24 juillet 2015

Discours de la Coordinatrice Résidente, Madame Ulrika Richardson

Excellence Madame la Ministre de la Jeunesse, de l'emploi et du développement des ressources humaines,

Excellence Monsieur Le représentant de la Coopération luxembourgeoise,

Chers experts et consultants de l'Organisation internationale du Travail,

Mesdames et Messieurs les représentants des employeurs, des travailleurs et de la société civile,

Mesdames et Messieurs les représentants des structures centrales et décentralisées de l'État,

Mesdames et Messieurs les représentants des structures universitaires, d'enseignement technique et professionnel,

Mesdames et messieurs les conférenciers,

Mesdames et messieurs.

Je salue la présence de tous à cette conférence nationale - " emplois verts : les voies d'un avenir durable » qui se déroule dans cette charmante ville de Mindelo et l'année du 40ème anniversaire de la célébration de l'indépendance nationale et le 40ème anniversaire de la coopération des Nations Unies avec le pays.



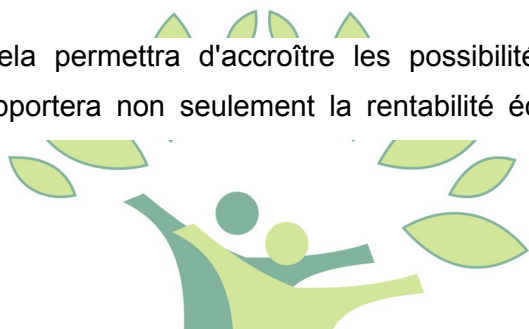
Je me réjouis de l'organisation de cet événement qui a lieu à un moment si opportun de notre ère.

Le monde a connu les plus hauts niveaux de consommation jamais vu. En fait, l'humanité - la population mondiale - nous - nous continuons à consommer les ressources naturelles beaucoup plus que ce que la planète peut produire de manière durable. Plusieurs de nos précieux écosystèmes arrivent à des niveaux critiques. Il est temps de changer.

L'objectif du développement durable est d'augmenter la qualité de vie pour toutes les personnes, sans aggraver la dégradation de l'environnement, et sans compromettre les générations futures et leurs besoins en matière de ressources naturelles. Nous ne pouvons atteindre cet objectif si nous changeons nos modes de consommation et de production de produits qui consomment moins d'énergie, moins d'eau et d'autres ressources, et gaspillant moins de nourriture. Et, c'est ici que nous trouvons le concept d'emplois verts et que le concept de l'emploi vert (ré) émerge dans le discours politique international. Les emplois verts peuvent inclure le remplacement d'un système mécanique qui utilise des combustibles fossiles pour pomper l'eau par un équipement alimenté par l'énergie solaire; ils peuvent signifier la formation des ingénieurs et des architectes sur les systèmes de rétention d'énergie et les installations; former des cadres sans éco-tourisme, des opérateurs de tourisme rural; former les agriculteurs aux systèmes d'irrigation goutte à goutte afin qu'ils s'adaptent mieux aux changements dans les précipitations et l'agriculture biologique pour accéder à de nouveaux marchés; relancer les techniques de pêche artisanale et les connaissances pour obtenir de meilleures prises et plus sûres sans épuiser les stocks vulnérables; la formation d'un groupe d'experts dans le recyclage ... La liste peut être longue et tous sont très pertinents pour le Cap-Vert.

L'Environnement oui, mais le concept comprend également une transition dynamique vers une société responsable qui valorise la nature et les personnes, avec une économie durable, avec un emploi décent, avec une équité sociale, la protection et la gestion de l'environnement et la bonne gouvernance.

Cela permettra d'accroître les possibilités d'emploi pour tous, femmes et hommes, et apportera non seulement la rentabilité économique, mais aussi sociale, la formation des



ressources humaines et la cohésion sociale. Dans un monde où des millions de nouveaux emplois doivent être créés pour répondre au grand nombre de jeunes entrants sur le marché du travail, les emplois plus verts et plus propres sont devenus de réelles solutions. En fait, selon le rapport de l'OIT, dans les pays ayant des niveaux de développement différents, la transition vers une économie plus verte et durable est prévue dans les années 2030 et génère au moins 20 millions d'«emplois verts».

Et, comme citoyens, clients, consommateurs et producteurs, ils sont de plus en plus conscients, leurs choix seront très certainement plus verts et plus éthiques. Avec l'augmentation de la connaissance, nous serons tous attentifs et nous exigerons des étiquettes vertes et les labels éthiques sur les produits de consommation, dans les hôtels, chez les fournisseurs de services et d'équipements (approvisionnement), dans l'éducation et la formation professionnelle et la formation.

Cette transformation nécessitera l'expérience et des évidences basées sur des politiques qui a soutiennent - et à long terme orienter les choix pour encourager les investissements. Nous devons réfléchir à la façon dont les choix politiques peuvent aider à respecter cet agenda transformateur de développement.

Madame la Ministre,

Compte tenu de la structure du tissu entrepreneurial du Cabo Verde, composée principalement de micro et petites entreprises, nous croyons qu'un défi majeur pour le pays serait de brosser le tableau des emplois ayant un potentiel vert et la création d'un soutien efficace pour les mêmes politiques (micro et petites entreprises) afin de développer des initiatives visant à promouvoir une plus grande durabilité de l'environnement dans des domaines tels que la construction, l'agriculture, l'énergie, la transformation de produits dérivés de la pêche, le recyclage et la commercialisation des déchets solides, entre autres.

Un autre un défi majeur dans l'engagement des universités et des institutions de formation en relation avec la société et l'avenir, serait l'investissement dans la recherche pour des créations innovantes, mais aussi dans l'offre de spécialisations techniques et de formation professionnelle pour répondre aux initiatives qui ont été adoptées dans tous les secteurs de l'économie face au nouveau paradigme d'emplois verts ... où les professionnels formés constituent le socle pour réaliser ce changement social et environnemental.



Madame la Ministre

Chers partenaires,

Nous sommes ici présents aujourd'hui, plusieurs membres de la famille des Nations Unies au Cabo Verde, l'OIT, le PNUD, l'ONUMULHERES et l'UNEP est un autre partenaire important. Cela démontre que ce thème couvre et intéresse toutes les agences des Nations Unies, telle que demandé par tous les Etats membres quand ils ont assumé le nouveau et le plus ambitieux cadre de développement post-2015, qui s'est engagé à ne laisser personne seule. Et les 17 nouveaux Objectifs de développement durable (ODS), sont universels et inclusifs, abordant la préoccupation croissante du changement climatique, de la dégradation accélérée de l'environnement et de l'inégalité, ainsi que de mettre l'accent sur les personnes des ressources naturelles en vue de soutenir le développement et d'augmenter la qualité due à tous. Et comme l'a récemment observé au cours de la table ronde réalisée à Praia sur les ODS dans les petits États insulaires et les pays à revenu intermédiaire, ces nouveaux objectifs peuvent inspirer et façonner les plans futurs et les stratégies de développement du Cabo Verde.

Le fait que nous soyons ici aujourd'hui, nous, le système des Nations Unies au Cabo Verde, démontre notre volonté de continuer à suivre et soutenir le Cabo Verde sur cette voie de la transformation.

Mais permettez- moi, aussi, de mentionner que la semaine dernière à Addis-Abeba, l'Agenda d'Action d'Addis-Abeba (AAAA) a été achevé et approuvé. Il invite tous à protéger notre planète et à veiller à ce que personne ne soit laissé de côté, appelant à un nouveau pacte social, fondé sur la protection sociale et les services publics essentiels. Ce document met, également, en évidence la nécessité de promouvoir le financement des entreprises et un environnement inclusif. Avec cela, je crois que nous pouvons dire avec assurance que le Cabo Verde est en train de changer avec le temps! Et comme je l'ai dit plus tôt, le temps et le thème de cette conférence et les discussions qui auront lieu tout au long de la journée, n'auraient pu être meilleurs.

Je voudrais encore une fois saluer l'initiative du Ministère de la jeunesse, l'emploi et du développement des ressources humaines pour l'initiative et remercier l'OIT, le PNUD, le programme d'appui conjoint à la stratégie nationale de création d'emplois au Cabo Verde "PAENCE", des Nations Unies, par la co-organisation de cet événement, et le Luxembourg pour rendre ce projet possible. Je tiens à remercier nos nombreux partenaires nationaux ici



présents, ainsi que mes autres collègues des Nations Unies (ONUMULHERES) et à tous ceux qui vont inspirer les délibérations d'aujourd'hui.

Comme l'a dit le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, «Devenons plus conscients de notre impact écologique. Réfléchissons aux incidences de nos choix sur l'environnement.

Devenons de meilleurs gardiens de notre planète... »

Ban Ki Moon, Secrétaire Général de l'ONU

Je vous remercie



Annexe 4

Profil des conférenciers

Alice Vozza,

Coordinatrice du domaine de formation sur les Emplois Verts, au Centre International de la Formation de l'OIT à Turin, depuis 2006. Responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des activités de qualification des projets de développement au niveau local et de développement durable et la prévention des risques et des catastrophes au Kenya, où elle coordonné un projet financé par l'Union Européenne, sur des projets verts de 2010 à 2012. Elle est formée en Sciences Politiques et a deux Master. L'un en gestion de développement et l'autre en Administration d'entreprises

Paulo Sérgio Muçouçah

Il est coordinateur du Programme des Emplois Verts et du Travail Décemment au Brésil, par l'OIT. Il a déjà été directeur du département de gestion environnementale urbaine et de la Coordination du Ministère de l'Environnement, mais également Secrétaire Adjoint aux Relations du Travail et de l'Emploi. Il a aussi déjà été Conseiller Spécial du Ministre Chef du Secrétariat Général de la Présidence de la République. Il est professeur universitaire, chercheur et auteur d'une des études de référence mondiale sur les emplois verts (emplois verts au Brésil, combien sont-ils, où sont-ils et comment évolueront-ils dans les prochaines années ?)

Daniela Moreno Alarcón

Elle a une maîtrise et un Master en planification et gestion du tourisme. Sa spécialité est la planification et le tourisme sexuel afin de maximiser l'impact positif du tourisme durable. Dans le passé, elle a appuyé l'organisation mondiale du tourisme dans les activités du secteur du tourisme et le sexe. Elle est actuellement co-directrice de l'organisation de l'égalité dans le tourisme, et soutient le programme ONUMUNLHERES du Cabo Verde



Anildo Lopes Costa,

Il est docteur en Ingénierie Mécanique, domaine de l'énergie, à Instituto Superior Técnico de Lisbonne. Il a 20 ans d'expérience en développement, planification, gestion et accompagnement de projets internationaux dans les domaines de l'énergie, du changement climatique et du développement durable. Avant de travailler comme consultant indépendant dans ces domaines, il a aussi été professeur et chercheur dans les chaînes de planification Energétique, Développement Durable, Energies renouvelables. Il est actuellement Directeur Général de l'Energie du Cabo Verde.

Leão Lopes

Professeur à l'université. Docteur de l'Université de Rennes, en France. Il a un diplôme en peinture, de l'Ecole des Beaux-Arts de Lisbonne. Il est le fondateur de l'Institut des Arts, de la technologie et de la culture de Mindelo. Il a joué un rôle important dans le domaine de la création artistique, le design et le cinéma, le développement des communautés rurales au Cabo Verde. Il est actuellement député national et a joué divers rôles au niveau du gouvernement. Il a été ministre de la Culture et de la Communication.

Jussara Matos

Il a une maîtrise en Sociologie à l' Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa. Elle est coordinatrice de l'Unité de Gestion de l'Emploi de l'IEFP depuis 2009. Elle est formatrice du réseau *Greme* de l'OIT depuis 2009

Talina Pereira Silva

Elle a une maîtrise en Science Sociale, à l'Université du Paraná, Curitiba, Brésil. Elle fait un Master à l'Université du Cabo Verde. Elle est fonctionnaire de l'ICEG depuis 2002 et actuelle Présidente du même Institut.

Adriano Cruz

Il est un ingénieur industriel, titulaire d'un Master en ingénierie alimentaire et diverses spécialisations, à la fois dans la technologie de la pêche et d'un MBA en Bussiness administration. Il exerce actuellement les fonctions de Secrétaire Général de la Chambre de commerce de Barlavento / Agremiação Empresarial (Association des Entreprises)

